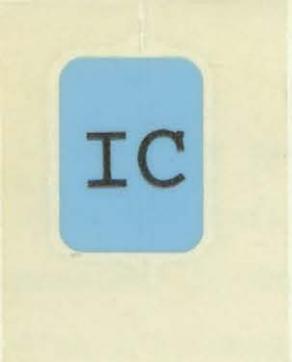


HC
111
• A314
1980/81



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Industrie
et Commerce

Industry, Trade
and Commerce

RAPPORT ANNUEL

1980 ~ 1981

Canada

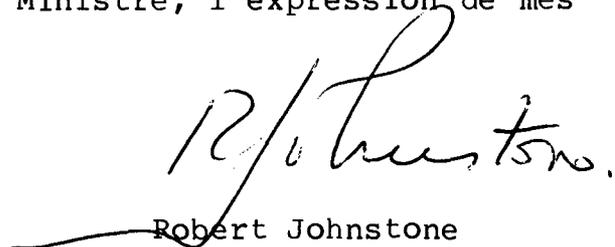
OTTAWA

L'honorable Herb Gray
Ministre de l'Industrie et du Commerce
Ottawa (Ontario)

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel des activités du ministère de l'Industrie et du Commerce, du 1^{er} avril 1980 au 31 mars 1981.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments dévoués.



Robert Johnstone
Sous-ministre

OTTAWA

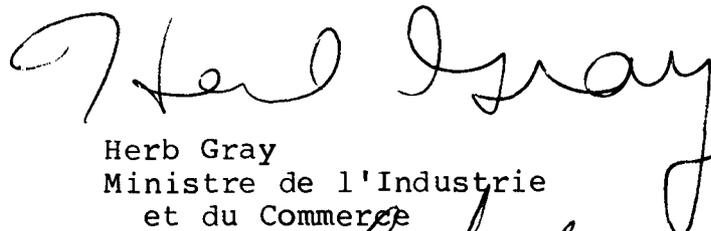
Son Excellence
Le très honorable Edward Schreyer, C.C.
Gouverneur général du Canada

Excellence,

J'ai l'honneur de présenter à votre Excellence le rapport annuel du ministère de l'Industrie et du Commerce, pour la période du 1^{er} avril 1980 au 31 mars 1981.

C'est le résumé des politiques et activités du Ministère, ainsi que des services qu'il a rendus, qui est soumis à votre Excellence.

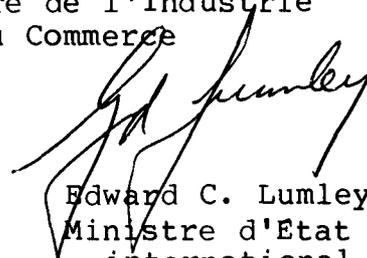
Je vous prie d'agréer, Excellence, l'assurance de mon profond respect.



Herb Gray
Ministre de l'Industrie
et du Commerce



Charles Lapointe
Ministre d'Etat à la Petite
entreprise et au Tourisme



Edward C. Lumley
Ministre d'Etat au Commerce
international

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1982

N° de cat. Id 1-1981F

ISBN 0-662-91492-9

TABLE DES MATIÈRES

1972
 10
 102
 PAGE

Faits saillants	3
Finances	
Programmes	4
Politique et liaison financières	9
La petite entreprise	10
Gestion et services financiers	11
Évaluation des programmes	12
Service des délégués commerciaux et marketing international	
Direction générale des projets outre-mer	14
Projets de promotion	14
Groupe des politiques du marketing international ..	14
Service des délégués commerciaux et bureaux régionaux	
au Canada	15
Programmes de défense	15
Bureau des États-Unis	15
Relations commerciales internationales	
Direction générale des relations générales	17
Direction générale de la politique sur l'importation. ...	
de certains produits	17
Bureau de l'Europe	18
Bureau des affaires de l'Asie et du Pacifique	20
Bureau des affaires de l'Afrique et du Moyen-Orient	22
Bureau de l'hémisphère occidental	24
Expansion de l'industrie et du commerce	
Agriculture, pêcheries et produits alimentaires	27
Produits chimiques	29
Électricité et électronique	31
Textiles et produits de consommation	32
Industries de transport	35
Direction générale des industries de service	38
Machinerie	43
Technologie	44
Industries de transformation des richesses naturelles ...	46
Direction générale de la commercialisation des grains ...	50
Design Canada/Conseil national de l'esthétique	
industrielle	51
Tourisme	
Marketing	53
Développement du tourisme	55
Planification et coordination des politiques	55
Personnel	57
Elaboration et analyse de la politique économique	58

	<u>PAGE</u>
Bureau des affaires régionales	59
Commission du système métrique	60
État des dépenses	61
État des recettes	63

FAITS SAILLANTS

Voici le résumé des principales activités du ministère de l'Industrie et du Commerce en 1980-1981:

* Plus de 300 hommes d'affaires canadiens ont pris part à 44 missions commerciales parrainées par Industrie et Commerce dans 42 pays; 931 sociétés ont participé à 66 expositions commerciales; des kiosques d'information ont été installés dans 32 foires commerciales.

* Une Stratégie canadienne des exportations a été mise au point pour les années 80.

* Les recettes touristiques internationales ont atteint \$3,3 milliards et ont fait de cette industrie un des six premiers générateurs de devises étrangères du Canada. Cependant, le déficit du tourisme canadien est passé de \$1,068 milliard en 1979 à \$1,138 milliard en 1981.

* Les dix Centres d'information des entreprises du Ministère ont traité 121 347 demandes de renseignements et reçu 6 336 visiteurs.

* En 1980-1981, 49 projets ayant produit des ventes de \$840 millions ont été achevés dans le cadre du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense (PPIMD). En outre, des contrats ont été signés pour 92 nouveaux projets et les dépenses totales du programme ont atteint \$94,2 millions.

* Dans le cadre du Programme d'expansion des entreprises (PEE), 151 entreprises ont obtenu des garanties de prêts d'aide de transition d'une valeur de \$231 millions. Le PEE a fourni \$111,5 millions d'assurances sur des prêts à 142 entreprises manufacturières et a autorisé une contribution de \$98,2 millions au coût de 549 projets d'innovation et de mise au point de produits.

* Dans le cadre de la Loi sur les prêts aux petites entreprises, 17 825 prêts valant \$460 485 029 ont été accordés à des petites entreprises.

* Les exportations canadiennes vers l'Europe de l'Est ont continué d'atteindre un niveau record avec \$2,1 milliards en 1980, soit une augmentation de 56,7 pour cent.

* Les trois ministres du Ministère ont assuré la promotion des biens et services canadiens au cours de visites aux États-Unis, en Chine, en Inde, à Hong Kong, au Japon, en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Mexique, au Paraguay, en Argentine, au Pérou, au Chili, en Équateur et dans les cinq pays de l'ANASE.

* En 1980, le Canada a atteint un excédent record de \$7,8 milliards pour le commerce des marchandises. Les exportations canadiennes ont atteint \$76,2 milliards et les importations \$68,4 milliards.

FINANCES

Programmes

Programme d'expansion des entreprises

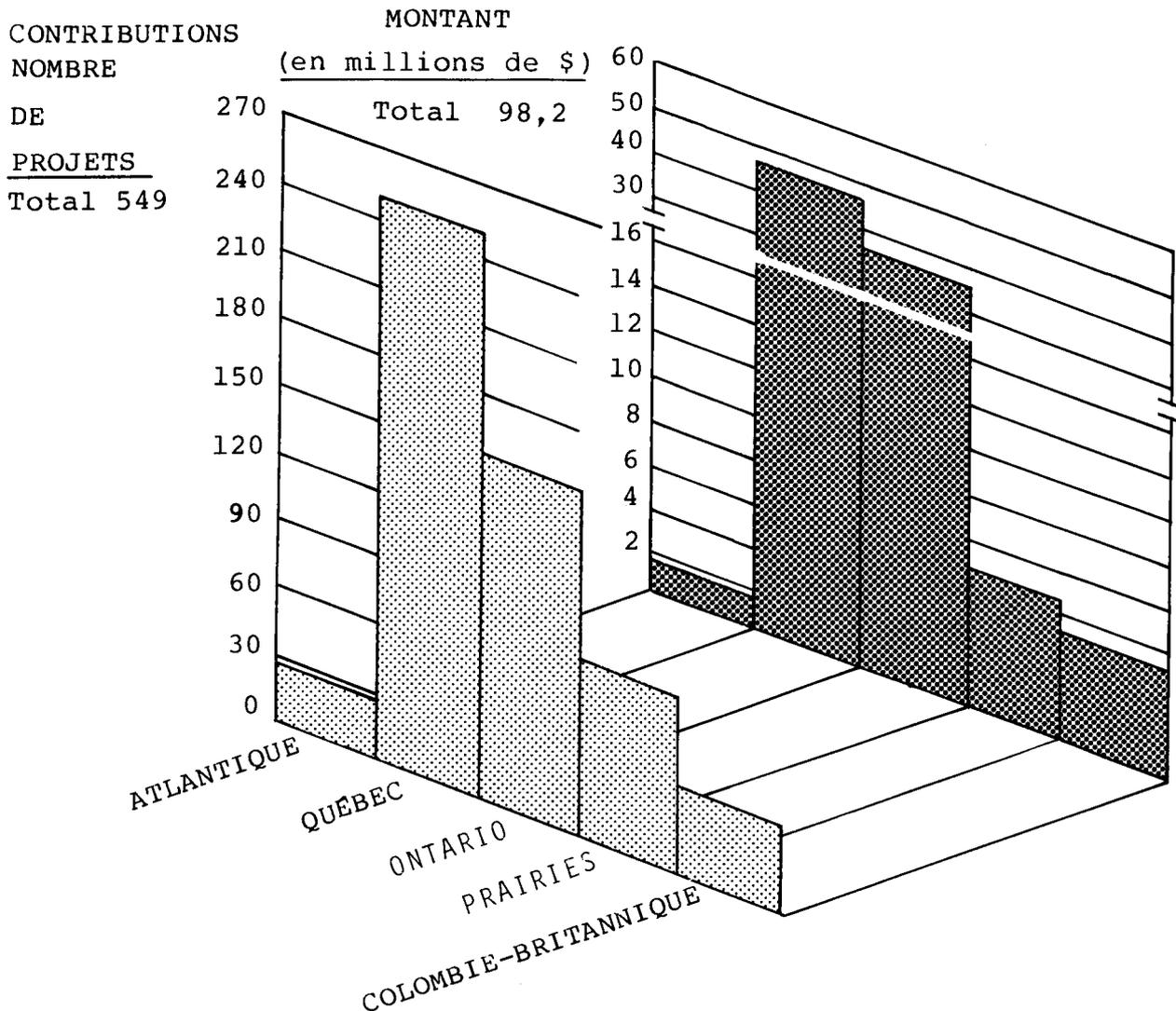
Le Programme d'expansion des entreprises (PEE) aide les entreprises de fabrication et de transformation à améliorer leur viabilité et leur compétitivité à l'échelon international.

En 1980-1981, 151 garanties de prêts d'aide de transition ont été autorisées pour une valeur de \$231 millions. En outre, des contributions de l'ordre de \$98,2 millions

ont été autorisées pour participer au coût de 549 projets d'innovation et de mise au point de produits dans des industries comme la machinerie, l'électronique, les produits chimiques, les composants navals, les véhicules automobiles, les composants du bâtiment et les textiles.

Dans le cadre du programme, des assurances de \$111,5 millions ont été autorisées pour 142 prêts accordés à des entreprises de fabrication par des prêteurs privés. En raison des assurances sur les prêts dans le cadre du PEE, on estime qu'environ 4 700 emplois seront créés ou maintenus au cours des cinq pro-

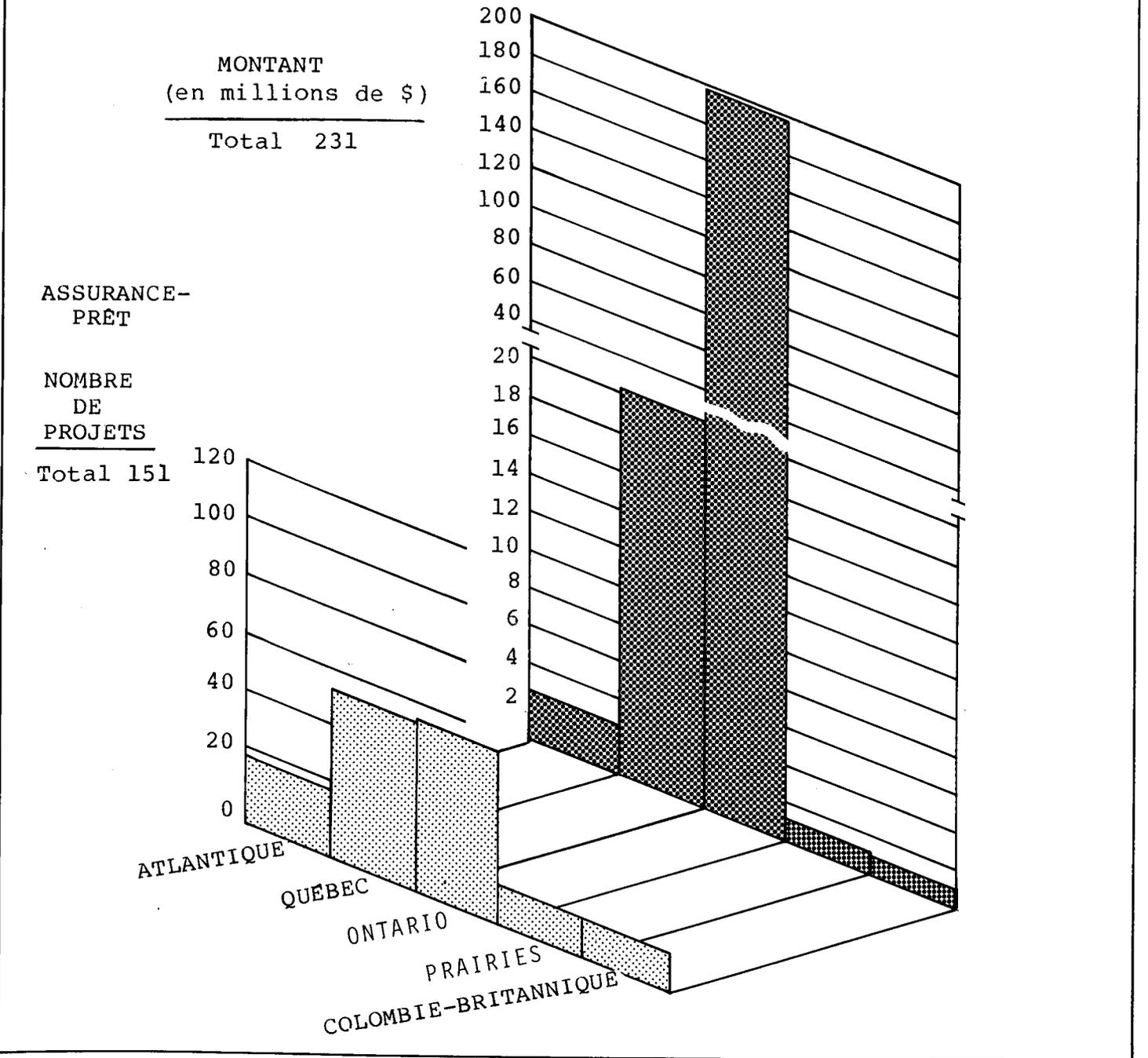
Dépenses dans le cadre du Programme d'expansion des entreprises, par région, 1980-1981



chaines années. De même, on prévoit que les 549 projets bénéficiant d'une aide d'innovation au cours de l'année engendreront des

ventes de \$3 milliards au cours des cinq prochaines années et permettront de créer ou de maintenir 8 700 emplois.

Garanties de prêts d'aide de transition, par région, 1980-1981



Programme de développement des
marchés d'exportation

Au cours de l'année, le Ministère a reçu 3 411 demandes dans le cadre du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME). Un montant d'environ \$15 millions a été approuvé et une somme de \$9,04 millions a été déboursée. En comparaison, le PDME avait, l'année précédente, reçu 3 397 demandes, approuvé \$20,1 millions et déboursé \$9 millions.

Les rapports des sociétés ont indiqué que le programme avait permis de réaliser \$400 millions de ventes à l'exportation, ce qui donne un total de ventes à l'exportation de

\$4,6 milliards avec l'aide du PDME depuis son lancement en 1971.

Le PDME aide à développer et à accroître les exportations de biens et services canadiens en partageant avec les entreprises les risques financiers encourus pour pénétrer sur de nouveaux marchés étrangers. Les huit sections du programme couvrent les appels d'offres pour un projet particulier, la recherche de marchés, la participation aux foires commerciales, les acheteurs étrangers, la formation de consortiums d'exportation, le développement soutenu de marchés d'exportation, les marchés d'exportation pour les produits de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation et les contributions à des organismes à but non lucratif.

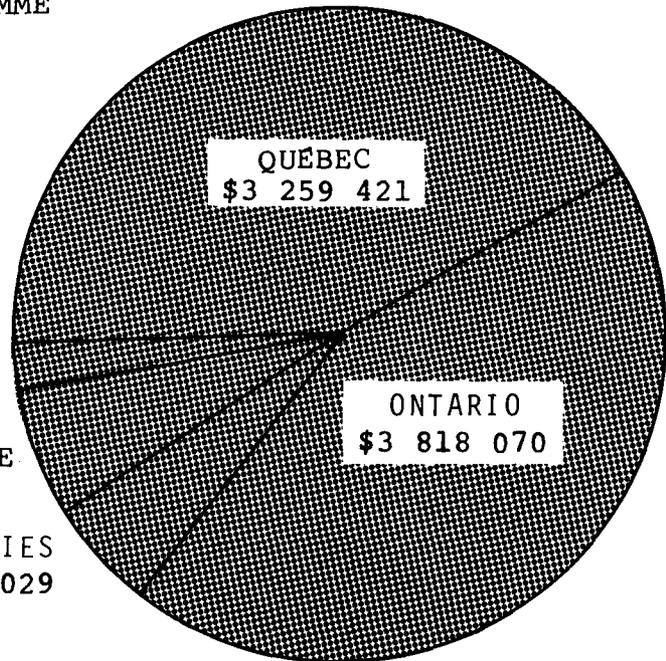
DÉPENSES DANS LE CADRE DU PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS
D'EXPORTATION
ANNÉE FINANCIÈRE 1980-1981

TOTAL \$9 044 032

ATLANTIQUE
\$428 201

COLOMBIE-BRITANNIQUE
\$790 311

PRAIRIES
\$748 029

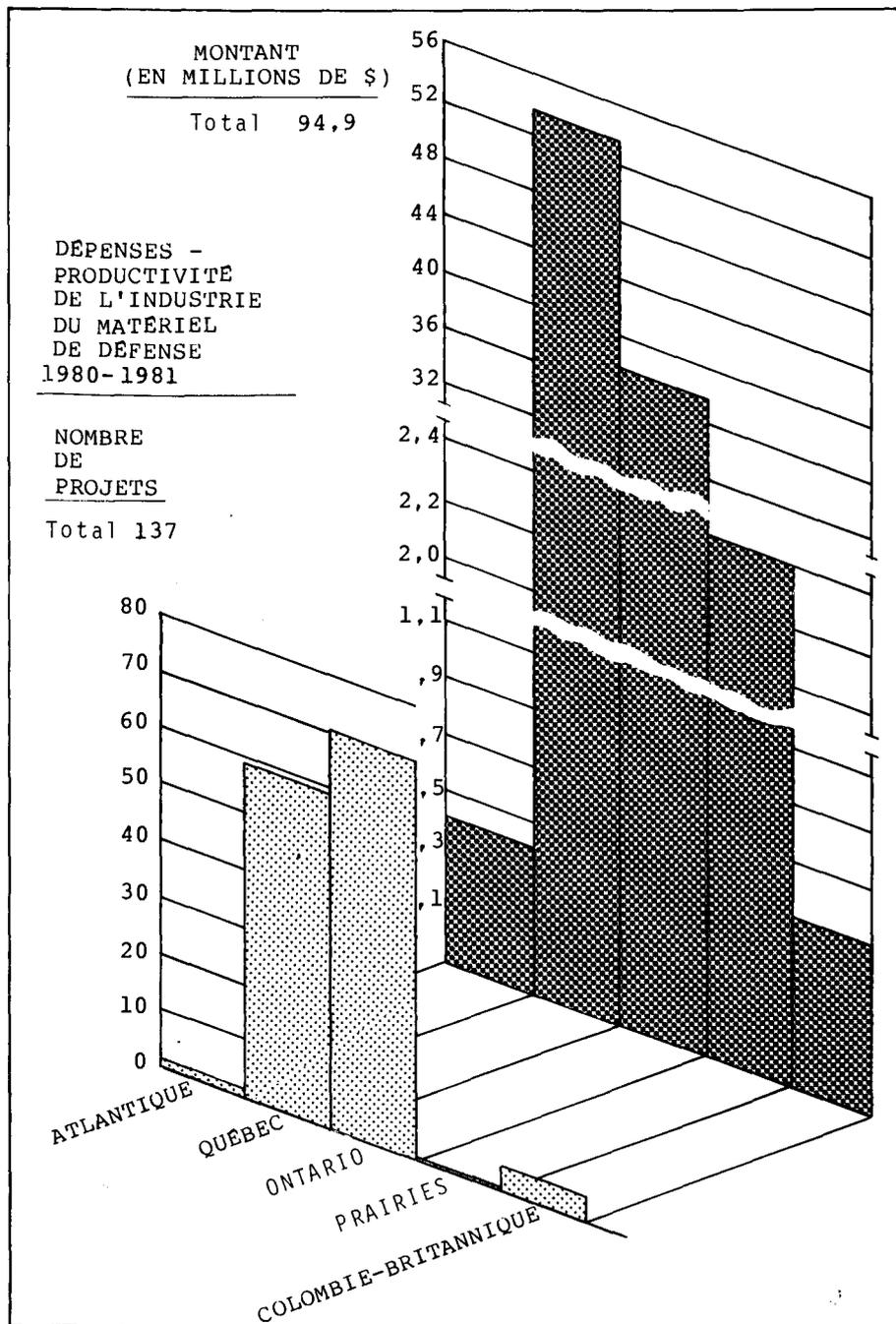


Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense

En 1980-1981, au total 49 projets ayant produit des ventes de \$840 millions ont été achevés dans le cadre du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense (PPIMD). En outre, des contrats ont été signés pour 92 nouveaux projets et les dépenses totales du programme ont atteint \$94,9 millions. Par ailleurs, 65 pour cent des ventes réalisées dans le cadre du programme ont été faites

sur le marché d'exportation du matériel de défense, tandis que 35 pour cent ont touché des exportations civiles.

Le PPIMD aide à développer et à conserver les aptitudes technologiques de l'industrie canadienne du matériel de défense et des industries civiles connexes. Le programme fonctionne en vertu d'accords internationaux de partage de l'expansion et de la production du matériel de défense.



Programme de recherche et de développement de l'énergie industrielle

Le Programme de recherche et de développement de l'énergie industrielle (RDEI) aide l'industrie canadienne à rechercher et à développer des procédés et du matériel nouveaux et améliorés destinés à réduire la consommation d'énergie industrielle. Le programme aide également à promouvoir et à vendre cette technologie.

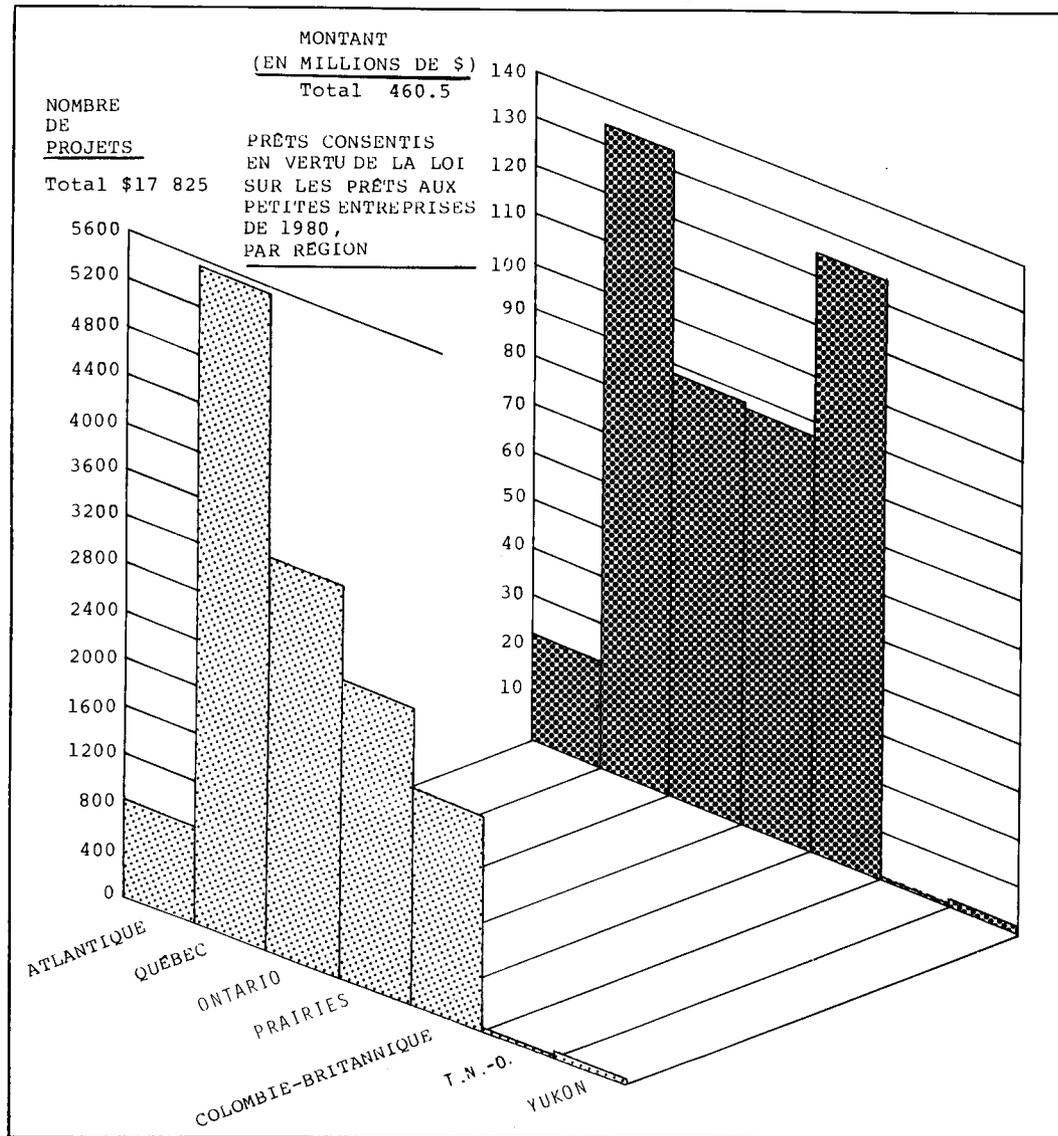
Depuis son lancement, 15 projets d'une valeur totale de \$3 074 500 ont été approuvés. De ce montant, \$1 211 143 constituent des dépenses réelles encourues jusqu'à présent et \$1 862 900 des engagements pris jusqu'à l'année financière 1983-1984. En 1980-1981, un montant de \$579 301 a été dépensé dans le ca-

dre du programme.

Loi sur les prêts aux petites entreprises

Au cours de l'année, 17 847 prêts ont été consentis en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises pour un montant de \$461 488 477, contre 11 825 prêts pour une valeur de \$284 852 265 en 1979-1980.

Le programme encourage les prêteurs du secteur privé à consentir aux petites entreprises canadiennes des prêts à terme en vue d'améliorer un large éventail de leurs biens d'équipement. Les prêts sont garantis par le gouvernement fédéral et ont un taux d'intérêt maximum supérieur de un pour cent au taux préférentiel des banques. La durée maximale des prêts est de dix ans.



Amélioration de la productivité/ comparaisons inter-sociétés

Le Service d'amélioration de la productivité, créé pour aider l'industrie canadienne à améliorer sa compétitivité, a entrepris au cours de l'année toute une série de comparaisons inter-sociétés dans des secteurs industriels dont les ustensiles portatifs, les fenêtres et portes en aluminium, les meubles en bois, la peinture, les tissus enduits, les tapis et les articles chaussants, les fabricants d'acier et les entrepreneurs mécaniques. Quelque 200 entreprises ont participé à ce programme au cours de l'année, ce qui porte à 700 le nombre de sociétés différentes qui ont tiré profit du programme.

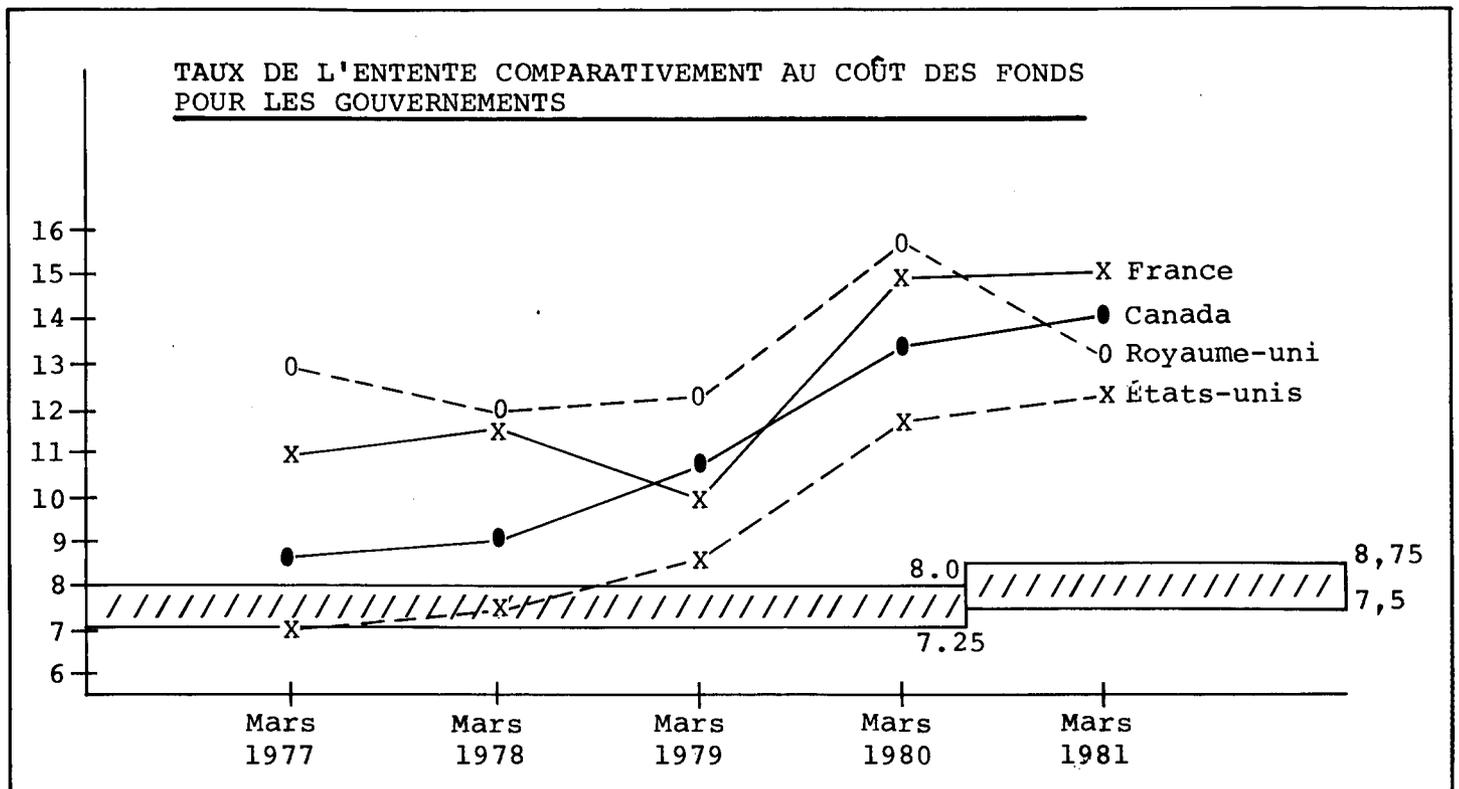
Politique et liaison financières

La Direction a étudié les institutions, les marchés et les mécanismes financiers impliqués dans la réalisation des objectifs du Ministère. Elle a conseillé le Ministère à propos des sociétés de la Couronne et autres institutions financières ainsi que sur les tendances

et activités dans le secteur financier.

Au cours de l'année, une grande attention a été portée au financement des petites et moyennes entreprises. La Direction a été le centre d'études sur la compétitivité du financement des exportations canadiennes et elle a représenté le Ministère à une série de réunions internationales portant sur ce sujet.

Beaucoup d'activités ont porté sur la négociation de modifications dans le cadre de l'Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. Connue également sous le nom de Consensus, cette entente implique des taux d'intérêt minimum établis qui ne reflètent plus les conditions du marché et ont provoqué une augmentation des taux de subvention du financement des exportations. Les négociations se sont poursuivies à l'échelon international en vue de réduire le niveau de la subvention officielle. Le tableau illustre la différence



entre les taux de l'entente et le coût des fonds pour les divers gouvernements, déterminée par les rendements des obligations gouvernementales à long terme.

La petite entreprise

Le Bureau de réduction de la paperasserie a fermé ses portes tel que prévu dans la législation en couchant du soleil. Il a présenté d'autres recommandations au Cabinet et confié certaines fonctions au Bureau de défense du Secrétariat de la petite entreprise.

Le Bureau de défense de la petite entreprise, qui maintient des contacts avec le monde des petites entreprises, a identifié et surveillé les principales questions touchant la petite entreprise et a recommandé des changements de politique.

Le Secrétariat a tenu des réunions avec des associations comme la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, l'Association des manufacturiers canadiens, l'Association des commissaires industriels du Québec, l'Organisation canadienne des petites entreprises, les Chambres de commerce, le Conseil canadien du commerce de détail et bien d'autres. Il a reçu des visiteurs de gouvernements provinciaux et de divers pays comme l'Australie, la Finlande, le Royaume-Uni et le Zimbabwe.

Le Bureau de défense de la petite entreprise a mis au point des mécanismes pour traiter convenablement les "appels en dernier recours" et les demandes de renseignements.

Au cours de l'année, le Secrétariat de la petite entreprise a participé à l'élaboration de politiques et de programmes nationaux qui touchent les petites entreprises. Par exam-

ple, il a aidé à élaborer de nouvelles mesures et révisions fiscales qui ont augmenté le montant maximum des garanties de prêts à \$100 000 en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises. L'Obligation pour l'expansion de la petite entreprise (OEPE) a été promulguée le 26 février 1981 avec effet rétroactif au 11 décembre 1979. Une autre mesure fiscale destinée à aider les petites entreprises permet de déduire de l'impôt le salaire versé au conjoint par une entreprise non constituée en société.

Même si le budget fédéral d'octobre 1980 prévoyait une taxe de vente de neuf pour cent sur les feuillets et catalogues publicitaires distribués comme encarts de journaux, les petits journaux communautaires et les imprimeurs indépendants ont réussi à faire des pressions pour obtenir des changements. Maintenant, cette taxe n'est appliquée que si plus de la moitié des numéros publiés au cours des trois mois précédents contenaient plus de 75 pour cent de publicité.

En collaboration avec le "Groupe Contact" des Escoumins au Québec, le Secrétariat a financé une étude en vue de déterminer comment les intermédiaires privés peuvent venir en aide à la petite entreprise. L'étude évalue les activités du Groupe Contact sur une période de trois ans.

Le Secrétariat a poursuivi son programme de recherches statistiques sur la petite entreprise avec des travaux sur les entreprises non constituées en société, sur les exportations des petites entreprises et sur les femmes propriétaires et gestionnaires. Dans le cadre de cette étude, un contrat a été accordé à l'université Queen's en vue

d'interviewer quelque 200 femmes propriétaires d'entreprises.

Des liens avec le monde international de la petite entreprise ont été noués grâce à des organismes ou réalisations comme le Conseil international de la petite entreprise (CIPE) et le Congrès international de la petite entreprise. Un groupe de fonctionnaires et de propriétaires d'entreprises a assisté au Congrès international 1980 de la petite entreprise en Australie et à la réunion du CIPE à Vancouver. Le Secrétariat a participé aux travaux du Groupe ad hoc de l'OCDE sur l'innovation dans les petites et moyennes entreprises qui a terminé ses délibérations en mai 1981.

Les préparatifs du Congrès international 1981 de la petite entreprise, qui se déroulera à Ottawa du 19 au 22 octobre, ont progressé. Le Congrès, qui sera inauguré par le Gouverneur général et présidé par l'honorable Charles Lapointe, ministre d'État à la Petite entreprise et au Tourisme, accueillera quelque 800 délégués de 60 pays. Il a pour thème "Interaction" et étudiera les moyens de créer de nouvelles possibilités de croissance et de développement pour la petite entreprise grâce à une meilleure interaction entre les petites entreprises, les institutions financières, les grosses sociétés, les établissements d'enseignement, les groupes à capital-risque, la main-d'oeuvre, les gouvernements, etc.

Gestion et services financiers

Service d'analyse des importations

Le Service d'analyse des importations a poursuivi ses analyses des importations d'après des documents douaniers détaillés fournis en vertu de dispositions spéciales de la Loi sur le ministère de l'Industrie et du Commerce. Ces analyses détaillent les importations par tail-

le, type et usage final et aident l'industrie, les provinces et le Ministère à identifier les possibilités spécifiques de développement.

Les rapports fournissent des données qui permettent à l'industrie, et surtout aux petites et moyennes entreprises, de ne pas avoir à créer leur propre groupe de recherche de marchés. Les ministères gouvernementaux utilisent ces données pour évaluer les conséquences des politiques tarifaires et des contingents et pour négocier de nouveaux accords et appuis commerciaux pour les initiatives de développement industriel du ministère de l'Industrie et du Commerce et du ministère de l'Expansion économique régionale.

Un examen de ces rapports a fait constater que ces études ont créé 5 585 nouveaux emplois dans la fabrication au cours des cinq dernières années, avec une possibilité de 2 110 emplois supplémentaires. Cela signifie que 350 emplois ont été créés pour chaque fonctionnaire fédéral travaillant à ce programme.

Systeme de repérage des données (SRD)

Le SRD, programme fédéral-provincial conjoint qui aide à identifier les entreprises canadiennes sources d'approvisionnements, a continué à élargir sa base de données en 1980-1981. Dans le cadre de ce programme, les gouvernements provinciaux recueillent en général les renseignements et le gouvernement fédéral les entre dans la banque et tient le fichier à jour.

Les renseignements figurant au fichier sont conservés par les gouvernements provinciaux, le ministère fédéral de l'Industrie et du Commerce à Ottawa, ses bureaux régionaux au Canada et ses délégations commerciales dans le monde entier.

Les sociétés canadiennes, les gouvernements et les organisations étrangères utilisent le Système de repérage des données pour localiser des fournisseurs au Canada. Par exemple, les sociétés multinationales engagées dans des accords de compensation sur les contrats du gouvernement canadien peuvent utiliser le SRD pour acheter un large éventail de produits. Les utilisateurs peuvent également trouver le SRD utile pour chercher de nouveaux marchés et produire des répertoires spécialisés.

La participation au SRD est volontaire et gratuite.

Systemes des sociétés

Un Système informatisé d'analyse des marchandises d'importation a été mis au point pour l'industrie en vue d'identifier si certains produits importés peuvent être trouvés à prix compétitifs au Canada.

La Banque de données sur le commerce international du Ministère a été élargie en vue de traiter chaque semaine 15 demandes d'analyse de données commerciales (contre cinq précédemment), surtout en ce qui concerne la position commerciale du Canada par rapport à d'autres pays. Aucun personnel supplémentaire n'a été nécessaire pour élargir ce service.

De plus, de nouveaux systèmes informatiques sont en cours d'élaboration pour améliorer la qualité de l'information disponible dans des domaines comme le Programme de la machinerie, le Programme de l'aérospatiale, les voyages à forfait et les ressources touristiques. Ces nouveaux systèmes entreront en opération en 1981-1982.

En 1980-1981, le Ministère a dépensé \$4,2 millions pour acheter du secteur privé des biens et services de traitement des données, soit une

hausse par rapport au montant de \$3,6 millions dépensé en 1979-1980. Cette évolution est conforme à la politique du gouvernement voulant que les services de traitement électronique des données soient achetés du service privé sauf lorsqu'il est dans l'intérêt du public ou plus économique de les fournir dans le Ministère.

Services administratifs

La Direction des services administratifs a continué à améliorer ses aptitudes de communications et à mettre en oeuvre des perfectionnements technologiques généraux dans tout son secteur, dont:

- l'expansion des centres de traitement des mots dans tout le Ministère;
- l'introduction d'un service informatisé de réservation et d'impression des billets pour les arrangements de voyage;
- des séances de préparation et d'information à propos de la Loi sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels;
- le lancement de la mise au point d'un système de gestion automatisée des dossiers qui devrait être terminé en 1981-1982;
- le perfectionnement du système de contrôle de la correspondance mis en oeuvre dans le bureau du Ministre et sa démonstration à d'autres ministères et organismes fédéraux et provinciaux;
- la conception d'un système électronique d'acheminement des télégrammes.

Évaluation des programmes

La politique établie par le Ministère en 1978 en vue d'effectuer des évaluations approfondies de toutes

ses activités au moins une fois tous les trois à cinq ans a continué à être mise en oeuvre en 1980-1981.

L'évaluation des répercussions et de l'efficacité de trois des principaux programmes du Ministère -- le Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense (PPIMD), le Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) et le Programme des projets de promotion (PPP) -- a été achevée et les résultats ont indiqué que l'aide accordée a donné des avantages mesurables. Des évaluations ont été entamées dans deux autres domaines d'activité du Ministère, à savoir la Loi sur les prêts aux petites entreprises et le Service des délégués commerciaux (SDC).

En outre, la Direction de l'évaluation des programmes a participé à la préparation de plans et de cadres d'évaluation pour un certain nombre d'initiatives du Ministère, ainsi que pour le présent Programme d'expansion des entreprises (PEE).

SERVICE DES DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX ET MARKETING INTERNATIONAL

Direction générale des projets outré-mer

La Direction générale des projets outre-mer, qui aide les compagnies canadiennes à la recherche de contrats pour des projets de biens d'équipement à l'étranger, a concentré ses efforts sur des projets entièrement intégrés dans les pays en voie de développement, les pays de l'OPEP, l'Europe de l'Est et sur des projets choisis dans des pays développés. On a identifié des projets pour plus de \$50 milliards dont un grand nombre dans des secteurs où le Canada possède une compétence et une expérience particulières comme la mise en valeur des ressources, les transports et les communications.

La Direction générale a encouragé les sociétés canadiennes à former des consortiums pour répondre à la concurrence internationale et a offert son aide et ses conseils pour rassembler les propositions de financement concurrentiel.

En collaboration avec la Société pour l'expansion des exportations (SEE) et l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Direction générale a structuré des systèmes de financement parallèle qui ont entraîné l'octroi de contrats à des sociétés canadiennes. On peut citer comme exemples le projet Bukit Asam en Indonésie où plus de \$200 millions de biens et services canadiens ont été vendus, ainsi que la phase III du projet du métro de Mexico qui a entraîné des ventes de biens et de services canadiens pour plus de \$150 millions.

Le Programme d'aide technique à frais recouvrables (PATFR) de la Direction générale a entraîné la

vente par le Canada de deux aéroports et d'un complexe pénitentiaire d'une valeur approximative de \$300 millions au gouvernement de Trinidad et Tobago.

Projets de promotion

Le Programme des projets de promotion (PPP) a dépensé plus de \$8 millions en 1980-1981 en vue de promouvoir la vente de biens et services canadiens sur les marchés internationaux.

Le programme a aidé 931 compagnies à participer à 66 expositions commerciales. De plus, des kiosques d'information ont été installés dans 32 foires commerciales. Lors de ces expositions, les ventes canadiennes sur place ont été estimées à \$78 millions, tandis que les ventes futures devraient atteindre \$655 millions.

Environ 320 hommes d'affaires canadiens ont participé à 44 missions commerciales parrainées par Industrie et Commerce dans 42 pays. De même, 1 480 hommes d'affaires, fonctionnaires, acheteurs et délégués commerciaux de 43 pays étrangers ont été invités au Canada.

Groupe des politiques du marketing international

En 1980-1981, le Groupe des politiques du marketing international a préparé une Stratégie canadienne des exportations pour les années 80. La stratégie établissait une orientation de politique pour les ventes à l'exportation et comportait un programme détaillé de plans de développement des marchés d'exportation de deux à trois ans dans les pays présentant un potentiel élevé de vente pour le Canada.

Le premier de ces plans, qui se concentrait sur le Mexique, a été discuté avec des représentants des

gouvernements provinciaux et du secteur privé. D'autres plans axés sur l'Amérique latine, le Pacifique et l'Europe étaient en préparation à la fin de l'année financière.

Des études ont été entreprises sur la connaissance des exportations, l'information sur les marchés, les projets éventuels de biens d'équipement outre-mer et la liberté d'exportation. Des travaux ont été entrepris pour appuyer la Commission d'expansion du commerce d'exportation.

Service des délégués commerciaux et bureaux régionaux au Canada

Le Service des délégués commerciaux et des bureaux régionaux au Canada comprenait, en 1980-1981, 11 bureaux régionaux au Canada et 91 missions dans 67 pays étrangers.

Les dix Centres d'information des entreprises, qui sont des sources de renseignements sur les programmes d'aide aux entreprises des gouvernements fédéral et provinciaux, ont reçu 121 347 demandes de renseignements et 6 336 visiteurs en 1980-1981.

Les bureaux régionaux ont fourni un accès rapide aux programmes de développement industriel et commercial offerts par le Ministère et sont demeurés les centres nerveux des relations du Ministère avec les gouvernements provinciaux.

Les missions commerciales à l'étranger ont eu un impact sur les relations commerciales, les politiques commerciales et le développement des exportations. Elles ont identifié les possibilités d'exportation et ont aidé les entreprises canadiennes à utiliser ces renseignements. Au cours de l'année, ces missions ont répondu à près de 120 000 demandes de renseignements et ont aidé plus de 26 000 visiteurs.

Programmes de défense

La Direction générale des programmes de défense a coordonné les accords de coopération industrielle avec les alliés du Canada dans les domaines de la recherche, du développement et de la production du matériel de défense. Des réunions ont eu lieu avec la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège et les États-Unis. On a mis davantage l'accent sur les accords canado-américains de partage du développement et de la production du matériel de défense.

Les efforts et les programmes coopératifs de défense qui ont découlé de ces réunions se rapportaient au matériel à haute technologie et à des sous-assemblages pour l'électronique, l'avionique, l'aérospatiale et les véhicules terrestres.

De plus, des programmes de commercialisation du matériel de défense ont été mis au point avec un certain nombre de pays amis non membres de l'OTAN comme le Cameroun, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Maroc et la Corée du Sud.

Les exportations canadiennes de matériel de défense ont atteint \$855,2 millions contre \$533,5 millions pour les importations.

Bureau des États-Unis

Le Bureau des États-Unis a été créé en juin 1980 pour poursuivre les activités d'Export Canada 79 et pour servir de centre nerveux pour les efforts commerciaux du Ministère aux États-Unis.

L'importance du commerce entre le Canada et les États-Unis a été soulignée par le chiffre record de

\$95,2 milliards atteint en 1980. Ce chiffre comprend \$46,8 milliards en exportations canadiennes vers les États-Unis et \$48,4 milliards en importations. Le déficit commercial du Canada a donc atteint \$1,6 milliard.

L'une des activités les plus importantes du Bureau au cours de l'année a été de sensibiliser davantage les décisionnaires clés américains des secteurs public et privé sur le rôle du Canada en tant que principal partenaire commercial des États-Unis et sur son potentiel comme source de produits manufacturés de haute technologie, ainsi que d'encourager les échanges avec le Canada et les investissements dans ce pays. Dans ce but, le Bureau a organisé un certain nombre de manifestations réunissant des dirigeants d'entreprises et de hauts fonctionnaires du Canada et des États-Unis. Ces manifestations ont comporté des colloques à Baltimore et Philadelphie ainsi que des conférences à Dallas, Minneapolis, St Louis et Milwaukee.

Le Bureau a également parrainé un certain nombre de manifestations commerciales régionales de promotion pour aider les petites et moyennes entreprises canadiennes à pénétrer davantage sur le marché américain, dont voici quelques exemples:

- une mission de rédacteurs de devis de meubles venant de Columbus (Ohio), organisée en collaboration avec l'industrie, l'association industrielle et le gouvernement du Québec, a rapporté des ventes directes pour \$1 million et pourrait entraîner des ventes ultérieures de l'ordre de \$2 à 10 millions.

- des expositions d'oeuvres artisanales et de cadeaux à New York et à Boston, organisées en collaboration avec les gouvernements provinciaux respectifs, ont permis à 102

compagnies des provinces de l'Atlantique, du Québec et de l'Ontario de rencontrer des agents et acheteurs américains;

- un kiosque d'information lors d'une exposition de matériaux de construction à Boston, en collaboration avec les gouvernements provinciaux de l'Ontario, du Québec et des Maritimes, a vérifié le potentiel du marché de la Nouvelle-Angleterre pour les produits de construction canadiens;

- une mission de visiteurs étrangers, composée de fonctionnaires municipaux de Cleveland, Columbus et Pittsburg, a étudié la capacité du Canada à fournir des matériaux de construction pour des projets de rénovation urbaine;

- la participation de 25 compagnies canadiennes à la Foire alimentaire solo de Portland a confirmé l'existence d'un important marché pour les produits alimentaires canadiens.

Au cours de l'année, le Bureau a parrainé des séminaires éducatifs pour préparer des exportateurs à pénétrer pour la première fois sur le marché américain ou à y élargir leurs ventes.

En dehors de ces projets, le Bureau a coordonné les visites du ministre d'État au Commerce à Boston et à Philadelphie où il a rencontré des hommes d'affaires et des fonctionnaires; il a participé au choix de compagnies canadiennes pour d'autres manifestations commerciales parrainées par le Ministère; il a pris les décisions au sujet des demandes d'aide présentées dans le cadre du Programme de développement des marchés d'exportation; et il a commencé à élaborer un programme pour permettre aux exportateurs canadiens de profiter de nouvelles occasions de vente à divers paliers du gouvernement américain.

RELATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

Direction générale des relations générales

La réussite finale des Négociations commerciales multilatérales (NCM) en 1979 et leur mise en application efficace au cours de la dernière année financière constituent un pas important vers la libéralisation du commerce international. En plus des réductions tarifaires prévues, les Accords relatifs aux marchés publics et à la valeur en douane sont également entrés en vigueur. La mise en application de ce dernier accord a été reportée au 1^{er} janvier 1985 afin de pouvoir apporter les modifications nécessaires aux lois canadiennes.

Politiques commerciales générales

Les politiques commerciales canadiennes et les réactions face aux principaux développements survenus dans les politiques et les pratiques internationales ont fait l'objet d'une coordination qui a impliqué la participation aux activités commerciales du GATT, de l'OCDE, de la CNUCED et d'autres organisations internationales. Parmi les domaines d'activité, citons la mise en application des résultats des NCM, les relations Nord-Sud et les consultations fédérales-provinciales à propos de la politique commerciale.

Le Canada a participé aux discussions portant sur la politique internationale au niveau général et au niveau de certains secteurs. Parmi les questions générales soulevées, citons le financement des exportations, les transports, les relations commerciales Est-Ouest, la politique de concurrence et le transfert technologique. Des discussions ont eu lieu sur les problèmes et les développements survenus dans certains secteurs comme

les véhicules à moteur, la sidérurgie, les industries océaniques, le matériel de transport en commun urbain, l'énergie et les minéraux.

Politique sur le commerce des produits de base

Le Canada a participé à des conférences de négociation pour conclure de nouveaux accords internationaux sur l'étain, le cacao et le jute, ainsi qu'à une série de réunions préparatoires sur le thé, le tungstène, le bois tropical et les fibres dures. La participation du Canada aux accords internationaux déjà existants sur le sucre, l'étain, le cacao et le café a satisfait et protégé les intérêts des consommateurs canadiens.

Des concessions agricoles résultant des NCM ont été mises en application et l'Accord international sur le blé de 1971 a été prolongé.

Direction générale de la politique sur l'importation de certains produits

La négociation d'accords restrictifs avec les principaux fournisseurs de textiles et de vêtements à bas prix sur le marché canadien s'est poursuivie en 1980. Actuellement, 17 accords bilatéraux sont en vigueur et doivent expirer à la fin de 1981 (celui avec Singapour expirera en juin 1982). En juin 1980, la Commission du textile et du vêtement a présenté des recommandations au Ministre sur des mesures possibles qui pourraient être prises après 1981.

Un Office national de commercialisation du poulet a été créé et des restrictions ont été imposées sur les importations de poulets. Le 1^{er} octobre 1980, un quota négocié avec les États-Unis en 1979 a été prolongé afin d'inclure les produits de poulet panés et enrobés.

En juillet 1980, le quota sur les importations préjudiciables de chaussures autres qu'en caoutchouc a été prolongé d'un an afin de permettre au Tribunal anti-dumping de déterminer si ces produits continueront ou menaceront de faire du tort à l'industrie canadienne. Le Tribunal a présenté son rapport en février 1981.

Afin de se conformer à la décision du gouvernement de contrôler les ventes de céréales à l'Union Soviétique, la licence générale d'exportation n° EX 2 a été modifiée, exigeant des permis individuels pour les exportations de maïs et de seigle vers tous les pays figurant sur la liste de pays visés par contrôle.

Le cacao et les produits dérivés ont été retirés de la liste de mar-

chandises d'importation contrôlée suite à l'expiration de l'Accord international sur le cacao.

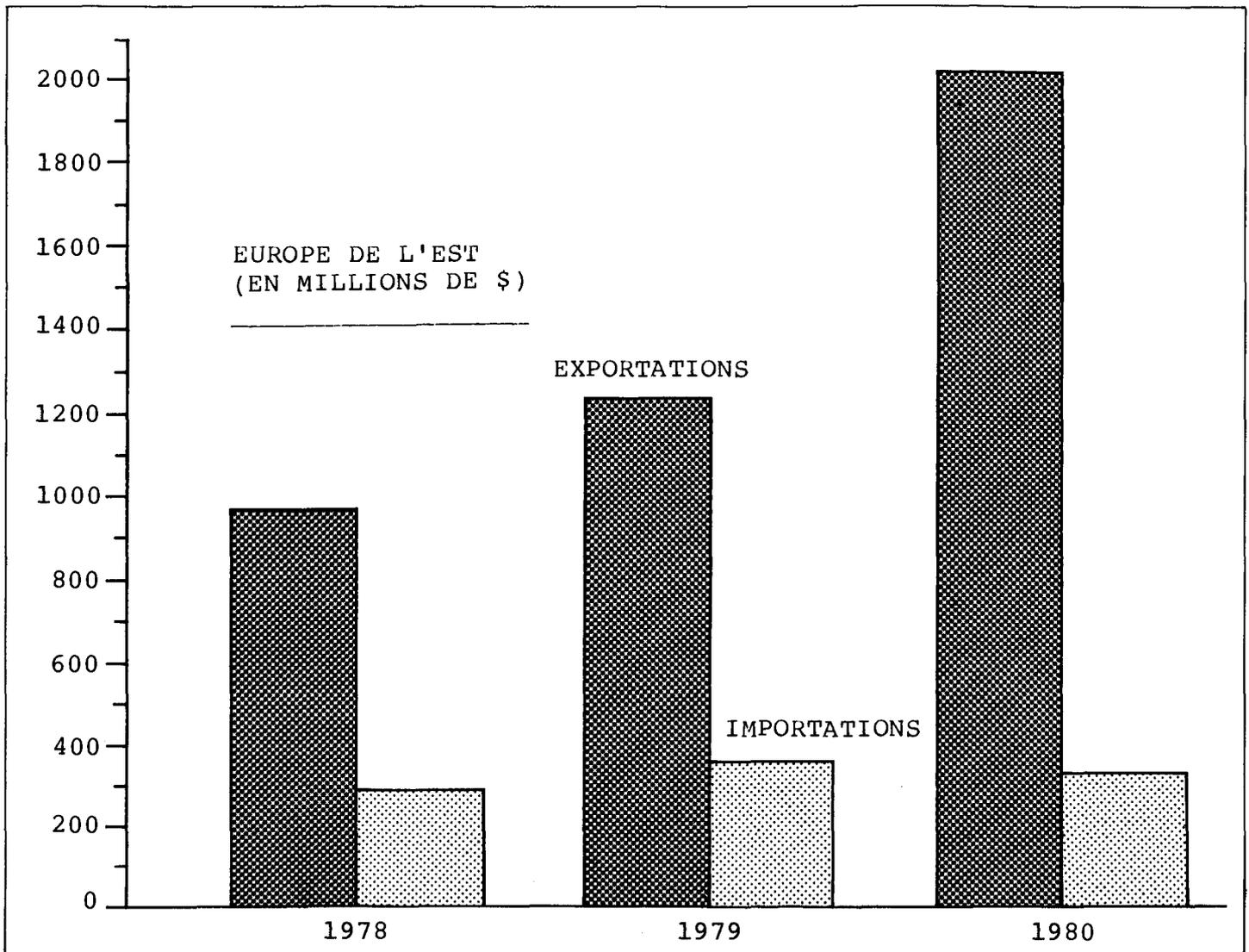
L'Iran a été inscrite sur la liste de pays visés par contrôle et toutes les expéditions destinées à l'Iran ont été contrôlées après l'incident des otages de l'Ambassade américaine à Téhéran. L'Iran a été retirée de la liste après la libération des otages.

Les produits des aciers spéciaux ont été retirés de la liste de marchandises d'exportation contrôlée.

Bureau de l'Europe

Europe de l'Est

Les exportations canadiennes vers l'Europe de l'Est ont augmenté de



56,7 pour cent en 1980 pour atteindre le chiffre record de \$2,1 milliards. Les importations ont légèrement baissé de \$327 à 306 millions, laissant le Canada avec un excédent commercial de \$1,8 milliard.

Les ventes de céréales à la Pologne et à l'Union Soviétique ont de nouveau dominé les activités, les ventes de produits alimentaires, d'aliments pour animaux, de boissons et de tabac représentant 53,7 pour cent du total des exportations. L'URSS est demeurée le principal partenaire commercial du Canada dans cette région avec 72,2 pour cent de nos exportations. Les relations commerciales avec l'Union Soviétique ont cependant été affectées par la décision visant à limiter les relations politiques et économiques par suite de l'invasion soviétique en Afghanistan.

Des consultations commerciales bilatérales ont eu lieu avec la Pologne, la Roumanie et la Hongrie.

Le Ministère a parrainé des kiosques d'information dans des foires commerciales en Tchécoslovaquie, en

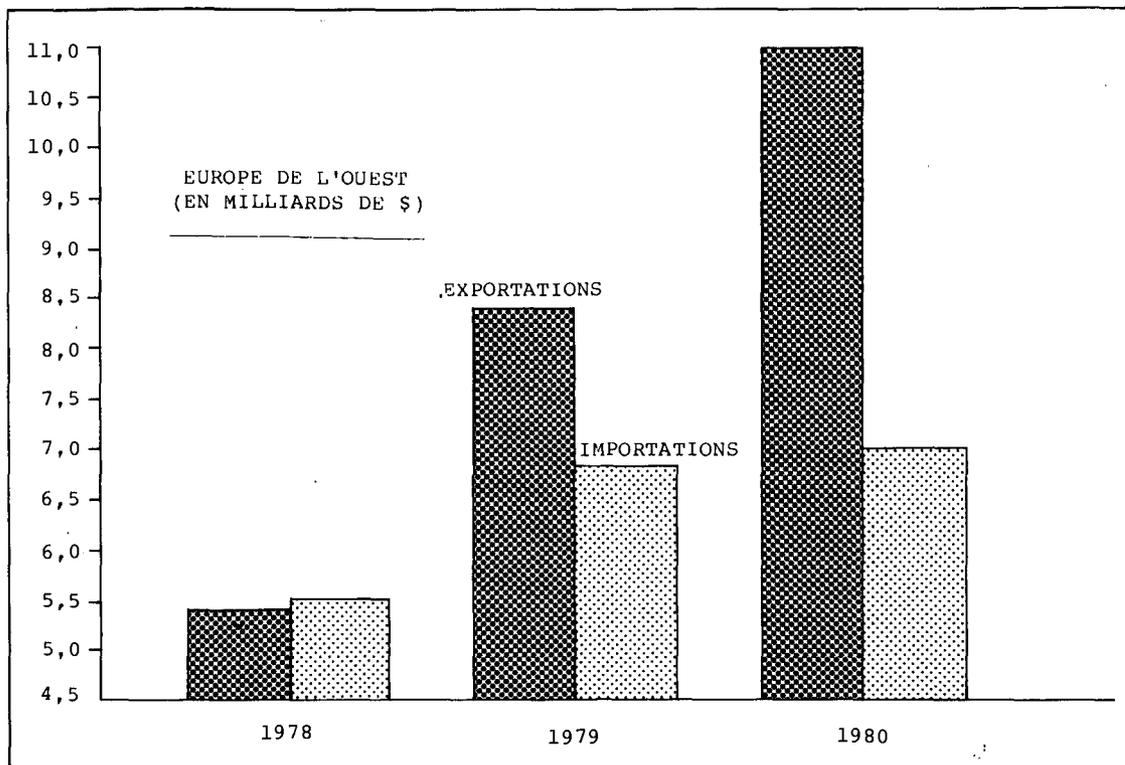
Pologne, en Yougoslavie, en Hongrie et en République démocratique allemande. Parmi les missions commerciales venues au Canada, citons les visites du secrétaire d'État roumain au Commerce et du secrétaire d'État hongrois à l'Industrie lourde.

Europe de l'Ouest

Les exportations canadiennes vers l'Europe de l'Ouest ont augmenté de 33,4 pour cent pour atteindre \$11 milliards en 1980, tandis que les importations augmentaient de 2,6 pour cent seulement pour atteindre \$7 milliards. La Grande-Bretagne est toujours le principal marché du Canada en Europe et représente 33,9 pour cent du total de nos exportations vers cette région.

La Communauté économique européenne (CEE), première entité commerciale au monde et deuxième partenaire commercial du Canada, a absorbé \$9,4 milliards des exportations canadiennes en 1980.

Les échanges commerciaux du Canada avec les autres pays de l'Europe de l'Ouest ont continué leur progres-



sion et les exportations sont passées de \$1,1 milliard en 1979 à 1,6 milliard en 1980, tandis que les importations passaient de \$1,2 à 1,5 milliard.

Les initiatives du Ministère en vue de développer et de maintenir des liens entre les entreprises canadiennes et l'Europe de l'Ouest se sont concentrées dans trois grands secteurs: la coopération économique, l'accès aux marchés et la promotion des exportations.

De nombreuses activités de coopération économique ont été poursuivies en vertu des dispositions de l'Accord cadre signé avec la CEE. Des groupes de travail composés d'hommes d'affaires et de hauts fonctionnaires du Canada et de la CEE ont étudié les possibilités de coopération industrielle dans des secteurs particuliers comme l'industrie aérospatiale, la péri-informatique et les télécommunications.

La coopération industrielle s'est poursuivie entre les chercheurs canadiens et leurs collègues suédois, norvégiens et finlandais.

Des discussions sur l'accès aux marchés ont eu lieu avec la CEE à propos des problèmes posés à certaines exportations canadiennes particulières, comme les pommes de terre de semence, le papier journal, la viande de porc, la semence de fléole des prés et les produits sidérurgiques. Plusieurs questions concernant l'accès des exportations canadiennes ont été soulevées avec la CEE et avec certains pays à propos de produits comme le fromage, le boeuf de haute qualité, les veaux d'engraissement, les textiles synthétiques, les peaux de phoque et le poisson.

Au cours de l'année, le Canada a participé à 35 foires commerciales

dans cette région et neuf missions commerciales ont été organisées au Canada et à l'étranger. Ce travail a représenté environ 36 pour cent du budget global des projets de promotion du Ministère.

Des réunions ont eu lieu avec la CEE, des pays membres de la CEE et d'autres pays. Des consultations semestrielles ont eu lieu de nouveau avec la Commission de la CEE à Bruxelles et à Ottawa, ainsi qu'avec le Comité permanent Canada-Royaume-Uni. Le Comité économique Canada-France s'est réuni à Paris et des consultations économiques ont également eu lieu avec la République fédérale d'Allemagne.

Bureau des affaires de l'Asie et du Pacifique

Asie

Surtout grâce aux ventes à la Chine, à la Corée, à l'Inde, à l'Indonésie et à Singapour, les exportations canadiennes vers l'Asie ont atteint \$3,1 milliards en 1980, soit une augmentation de 50 pour cent par rapport à 1979, tandis que les importations augmentaient de cinq pour cent pour atteindre \$2,2 milliards.

La Chine est demeurée le plus gros marché du Canada en Asie avec des ventes atteignant \$866 millions. La Corée, avec des achats de \$504 millions, vient au deuxième rang, suivie de l'Inde avec \$348 millions. Les principaux produits exportés sont demeurés les céréales, les métaux, les produits forestiers et les engrais. Cependant, les exportations de produits manufacturés ont augmenté surtout vers la Corée et les pays membres de l'ANASE.

Le ministre d'État au Commerce a visité, au cours de l'année, la Chine, l'Inde, Hong Kong et les

cing pays membres de l'ANASE. Au cours de ce voyage, il coprésida en Chine la septième réunion du Comité commercial mixte Canada-Chine avec le ministre chinois du Commerce extérieur.

Le Canada a été l'hôte de dignitaires asiatiques dont le Vice-premier ministre de Chine, le ministre d'État à la Recherche et à la Technologie d'Indonésie, le sous-ministre de l'Énergie des Philippines et le ministre des Communications de Singapour.

Le Bureau a participé à l'organisation d'un Conseil d'hommes d'affaires Canada-Corée regroupant des hommes d'affaires des deux pays dans le but d'améliorer la compréhension, de favoriser des relations plus étroites et d'augmenter les échanges. La première réunion du Conseil est prévue pour septembre 1981 en Corée.

Pacifique

Les exportations canadiennes dans la région du Pacifique ont augmenté considérablement de \$4,7 milliards en 1979-1980 à \$5,2 milliards en 1980-1981. Cet accroissement de 11 pour cent a été éclipsé par les importations qui ont augmenté de 25 pour cent pour atteindre \$3,5 milliards. Cependant, le Canada a conservé un important excédent commercial.

L'augmentation des ventes d'automobiles a été en grande partie responsable de l'accroissement des importations en provenance du Japon. Cependant, le Japon est demeuré le principal marché du Canada dans cette région et le deuxième après les États-Unis seulement à l'échelle mondiale.

L'ancien Premier ministre du Japon, M. Ohira, est venu en visite à Ottawa en mai 1980 et le ministre canadien de l'Industrie et du Commerce s'est rendu au Japon pour ren-

contrer de hauts fonctionnaires du gouvernement. À son tour, le ministre japonais du Commerce international et de l'Industrie est venu au Canada en janvier 1981.

Le Comité économique mixte Canada-Japon a tenu sa troisième réunion à Banff et les deux gouvernements ont convenu de créer un Groupe de travail sur la transformation des ressources qui s'est réuni pour la première fois à Tokyo en mars.

Le Centre commercial du Canada à Tokyo a réalisé 10 expositions au cours de l'année. Les 81 compagnies canadiennes qui y ont participé représentaient un large éventail de produits manufacturés et à haute technologie. Les ventes provenant de ces expositions ont été évaluées à \$20 millions.

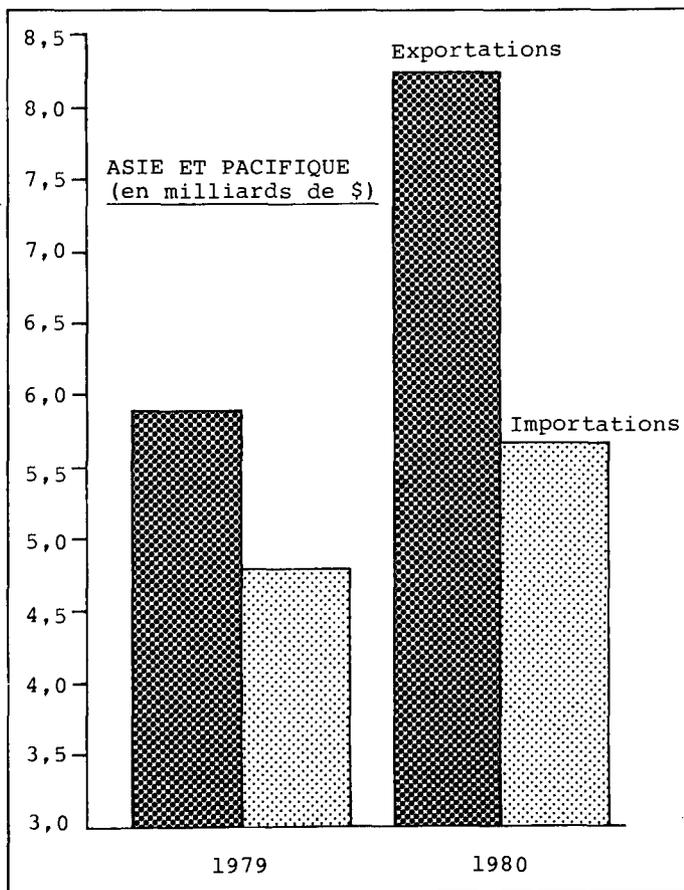
L'Australie est demeurée le quatrième marché du Canada pour les produits finis. Au cours de l'année, ses achats de produits manufacturés canadiens ont représenté un tiers de ses importations.

En 1980, le commerce bilatéral entre le Canada et la Nouvelle-Zélande a dépassé \$250 millions. Des compagnies canadiennes ont entrepris récemment des projets dans les secteurs des forêts, de l'hydroélectricité et de la pétrochimie. D'importantes possibilités de projets existent encore pour les exportateurs canadiens.

Le ministre d'État au Commerce a dirigé une délégation de 32 hommes d'affaires canadiens en Australie et en Nouvelle-Zélande pour confirmer l'intérêt des Canadiens à établir des liens commerciaux plus étroits par l'intermédiaire d'entreprises conjointes et d'investissements. Au cours de cette mission, le Ministre a signé des accords d'imposition double avec les deux pays et a prolongé une ligne de crédit renouvelable de la Société pour l'expansion des exporta-

tions accordée à l'Australian Development Corporation.

Une conférence intitulée "Ouverture sur le Pacifique", tenue en novembre à Vancouver et parrainée par le ministre d'État au Commerce, a attiré 250 dirigeants du secteur privé ainsi que des représentants des gouvernements fédéral et provinciaux. La conférence a traité des liens commerciaux du Canada avec les pays du Pacifique.



Bureau des affaires de l'Afrique et et du Moyen-Orient

Afrique

Les exportations canadiennes vers l'Afrique ont atteint près de \$1,3 milliard en 1980, soit une augmentation de 46 pour cent par rapport à 1979. Les exportations vers l'Afrique représentent maintenant 16 pour cent des exportations canadiennes à destination des pays autres que les États-Unis et continuent d'augmenter à un taux supérieur aux exportations vers tous les autres marchés. L'Algérie a constitué le principal marché canadien avec \$393 millions de nos exportations. Nos importations ont atteint \$529 millions.

La première réunion de la Commission économique mixte Algérie-Canada s'est tenue à Ottawa en mars 1981.

En 1980-1981, le Premier ministre a effectué des visites en Égypte, au Nigeria et au Sénégal pour promouvoir les échanges commerciaux. Le ministre d'État au Commerce a dirigé une mission en Égypte en février 1981 et le ministre d'État à la Petite entreprise et au Tourisme a visité le Cameroun et le Gabon en juin 1980 avec un groupe d'hommes d'affaires.

Un grand nombre de missions africaines conduites par des ministres ou de hauts fonctionnaires sont venues au Canada pour y avoir des entretiens avec des représentants du gouvernement et de l'industrie.

Parmi les plus importantes, citons les visites du ministre algérien du Commerce en mars 1981, du ministre de la Planification du Zimbabwe en janvier 1981 et d'une délégation de 30 membres de la Chambre de commerce du Nigeria en août 1980.

Le Ministère a participé en 1980-1981 à des foires commerciales internationales en Algérie au Maroc et au Sénégal.

Des divisions commerciales ont été ouvertes dans les ambassades canadiennes à Yaoundé (Cameroun) et à Salisbury (Zimbabwe) en août 1980.

Moyen-Orient

Une expansion considérable des activités commerciales de promotion du Ministère, en collaboration avec l'industrie privée, les gouvernements provinciaux et les associations commerciales, a entraîné des exportations de \$1,35 milliard vers le Moyen-Orient en 1980-1981, soit une augmentation importante par rapport à l'année précédente.

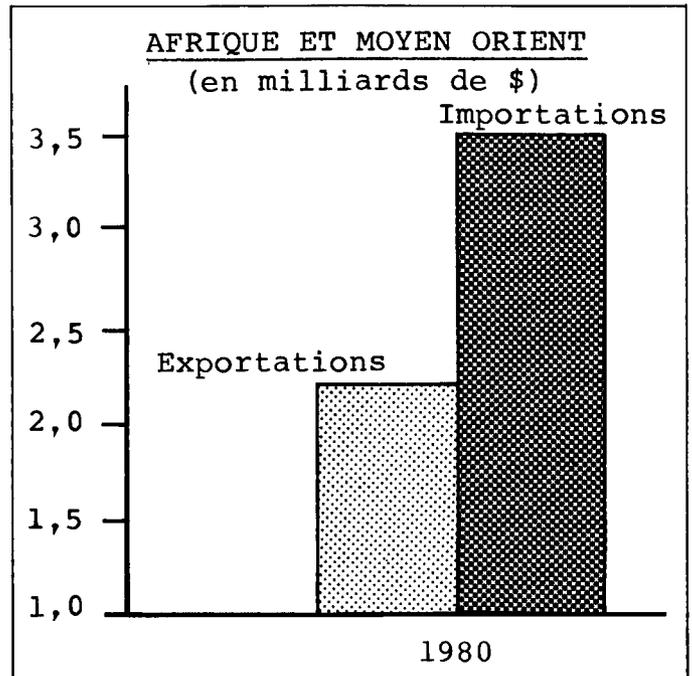
L'Arabie Saoudite a été le principal marché pour les produits canadiens (\$580 millions), suivie de l'Irak (\$295 millions). Les importations, surtout de pétrole, sont passées à \$3 milliards.

La troisième réunion du Comité économique et commercial mixte Canada-Arabie Saoudite s'est déroulée à Ottawa en juin 1980. Les entretiens sur les relations commerciales et économiques entre les deux pays ont été mis en vedette par la visite du Prince Nawaf d'Arabie Saoudite au Canada en octobre et par le voyage du Premier ministre en Arabie Saoudite et au Yémen en novembre.

Le Ministère a ouvert le pavillon canadien à la Foire internationale de Bagdad malgré le déclenchement de la guerre entre l'Irak et l'Irak. À la suite de cette foire, des contrats importants ont été signés pour des automobiles, du matériel de télécommunications et des tuyaux.

Les possibilités canadiennes d'exportation vers l'Irak ont été sérieusement affectées par l'embargo du Canada sur les exportations destinées à ce pays.

Le Ministère a travaillé avec Agriculture Canada et les gouvernements provinciaux au lancement d'une série de missions commerciales au Moyen-Orient qui ont été couronnées de succès.



Bureau de l'hémisphère occidental

États-Unis

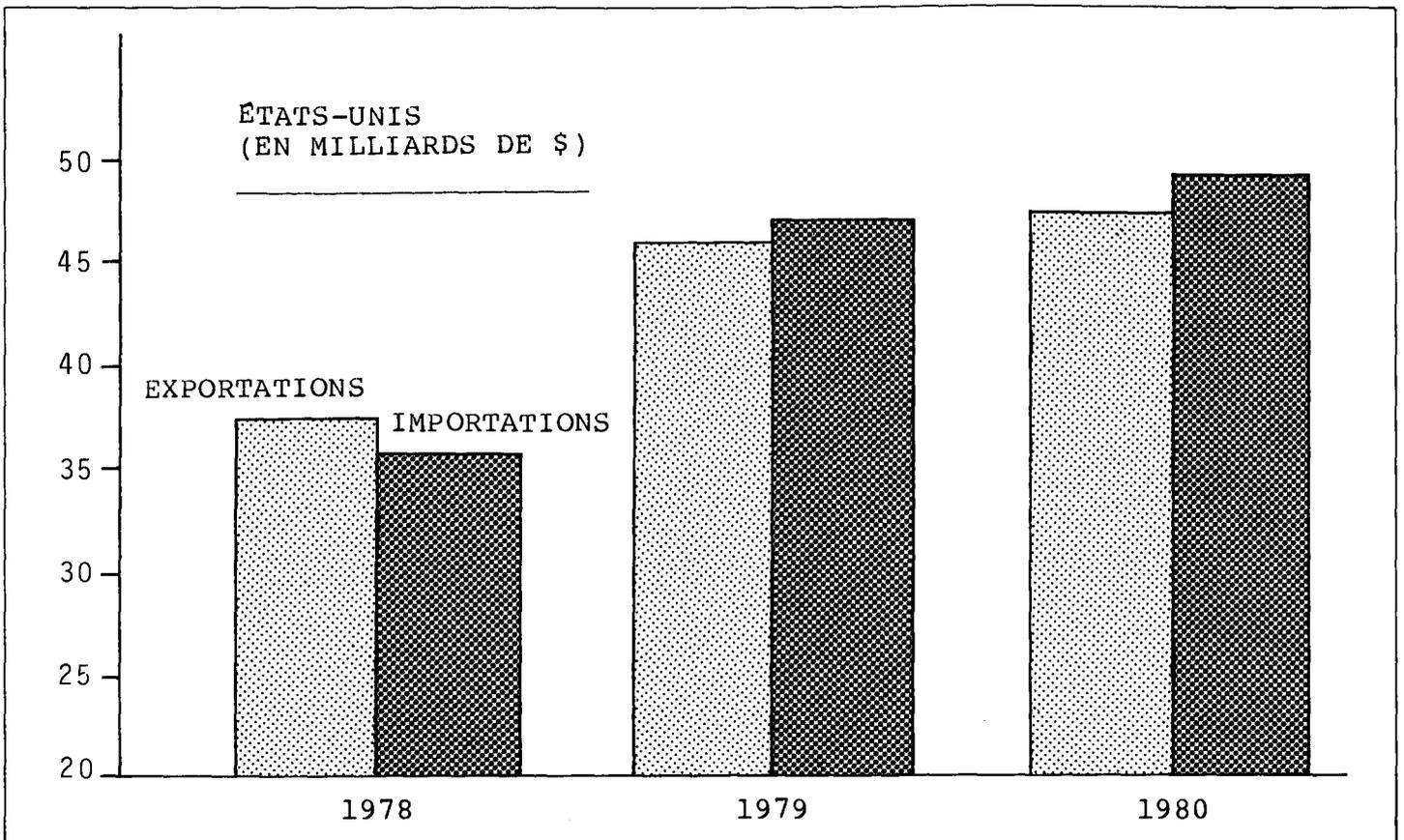
Le commerce bilatéral entre le Canada et les États-Unis a atteint environ \$95,2 milliards en 1980. Au cours du premier trimestre de 1981, sa valeur a continué à atteindre des niveaux records.

En 1980, les exportations ont totalisé \$46,8 milliards contre \$48,4 milliards pour les importations. Le déficit de la balance des paiements sur les comptes courants a atteint \$8,25 milliards, comparativement à \$7,64 milliards en 1979.

Le 1er janvier 1981, a été appliquée la deuxième de huit réductions annuelles des droits de douane sur la plupart des numéros tarifaires américains négociés lors des négociations de Tokyo du GATT. Le nouveau Code du GATT sur les marchés publics est également entré en vigueur à cette date.

Au cours de l'année, les États-Unis ont accordé au Canada une exemption sur les lois fiscales touchant la participation des citoyens américains à des congrès à l'extérieur des États-Unis. Cette mesure devrait avoir des répercussions positives sur l'industrie canadienne des congrès.

L'adoption d'une législation nouvelle ou élargie sur l'achat de produits américains au niveau fédéral et au niveau des États a continué à inquiéter sérieusement les exportateurs canadiens, surtout dans le secteur de la sidérurgie et des produits de l'acier. Ce secteur a également été touché par la réintroduction de "prix seuils" pour les importations d'aciers au carbone et par l'inclusion des importations d'aciers spéciaux dans un système de surveillance. Les deux mesures ont un rapport avec le lancement possible d'enquêtes anti-dumping.



La Division américaine a continué à fournir aux exportateurs canadiens des renseignements et de l'aide concernant l'accès sur les marchés américains. Les douanes américaines ont fourni les décisions de classification des tarifs douaniers et le Canada a obtenu des conseils sur l'étiquetage, les aliments et drogues et d'autres règlements non tarifaires.

Amérique latine et Antilles

Une vague de croissance et de développement en Amérique latine, en Amérique centrale et dans les Antilles a entraîné une expansion des entreprises et des activités canadiennes dans cette région.

Avec des marchés importants au Brésil, au Venezuela, au Mexique et à Cuba, les exportations ont atteint \$3,8 milliards, soit une augmentation de 32 pour cent par rapport à 1979. Près de 40 pour cent des ventes dans la région ont porté sur des produits entièrement manufacturés.

Au cours de l'année écoulée, les ambassades canadiennes dans la région ont reçu la visite de 4 700 hommes d'affaires, ce qui représente 18 pour cent de toutes ces visites à des postes canadiens à l'étranger. De plus, les bureaux ont répondu à plus de 22 000 demandes de renseignements provenant d'hommes d'affaires canadiens.

Le Ministère a parrainé 27 missions commerciales, fait venir neuf groupes d'acheteurs et participé à huit foires commerciales. Citons entre autres: des missions commerciales, dirigées par le ministre d'État au Commerce, au Mexique, au Paraguay, en Argentine, au Pérou, au Chili et en Équateur; des visites au Canada des ministres du Commerce et de l'Économie du Mexique, du Pérou, de l'Équateur, de l'Argentine, de Cuba, du Costa Rica, du Nicaragua, du Panama, de l'Honduras et de la

Guyane; le Salon latino-américain du pétrole à Rio de Janeiro; le Salon médical solo du Venezuela à Caracas; et des missions du Brésil, de Trinidad et Tobago et d'Argentine au Salon du pétrole de Calgary.

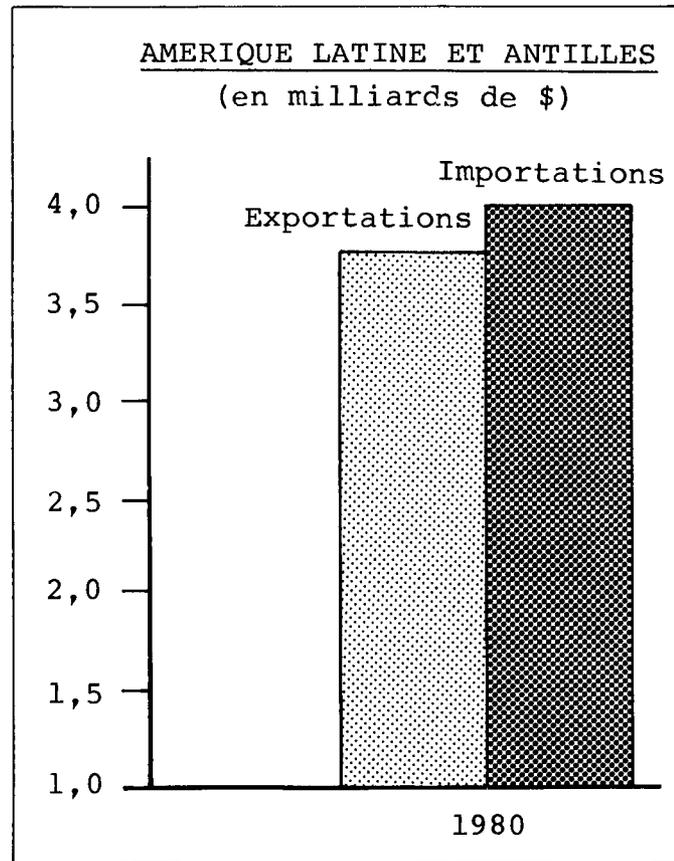
Le Ministère, conjointement avec la SEE, a fourni une aide commerciale et financière qui a permis à des sociétés canadiennes d'obtenir des contrats importants pour des projets qui devraient rapporter plus d'un milliard de dollars en exportations canadiennes au cours des prochaines années. Ces contrats couvrent un large éventail de biens et services dans des domaines comme les transports, le développement urbain, l'électricité, les mines, les forêts, les pâtes et papiers, les communications et l'enseignement.

Au cours de l'année, d'innombrables relations commerciales ont été nouées dans le but d'améliorer le milieu du commerce. Parmi ces initiatives, citons la signature d'un accord de coopération commerciale, économique et industrielle avec l'Argentine, la signature d'un accord de coopération industrielle et énergétique et d'un accord sur l'achat de denrées agricoles avec le Mexique, la participation à la réunion à la Barbade du Groupe de travail ad hoc Canada-CARICOM sur la coopération industrielle, la participation à la réunion du Comité économique ministériel mixte à Mexico, une réunion à Ottawa du Comité mixte Canada-Cuba sur les relations économiques et commerciales et la participation au Comité commercial et économique mixte Canada-CARICOM à la Jamaïque.

Le Ministère a continué à appuyer les activités de l'Association canadienne pour l'Amérique latine et les Antilles (CALA) et de la Chambre de commerce canado-brésilienne. Parmi ces activités citons: CALA VIII à Toronto, lorsque le ministre d'État au Commerce a rencon-

tré des ministres du Costa-Rica, de l'Honduras, de la Guyane, du Panama et du Nicaragua; une réunion entre la CALA et l'Association de l'industrie et du commerce des Antilles en Jamaïque; un colloque sur la technologie nucléaire du Canada co-

parrainé à Mexico; des discussions en table ronde entre la CALA et Cuba à Toronto et à Montréal à propos des possibilités d'affaires à Cuba; et les comités bilatéraux d'hommes d'affaires parrainés par la CALA avec le Mexique et le Chili.



EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Agriculture, pêcheries et produits alimentaires

Produits agricoles

Le Ministère a parrainé des missions techniques de visiteurs du Venezuela, du Brésil et de Tunisie intéressés par la pomme de terre de semence pour appuyer les efforts de commercialisation à l'exportation des expéditeurs canadiens de pommes de terre de semence et de Pommes de terre Canada, l'office canadien d'exportation des pommes de terre de semence. Le personnel du Ministère a également participé à une mission dirigée par le Premier ministre du Nouveau-Brunswick en vue de promouvoir la vente de pommes de terre de semence canadiennes au Brésil.

Deux délégations officielles chinoises intéressées par la production du bétail et l'amélioration des pâturages ont visité le Canada pour se familiariser avec le cheptel reproducteur et la technologie disponible. La Chine représente un marché pour les semences fourragères ainsi que pour la semence et les sujets reproducteurs de bovins de boucherie. Des employés du Ministère ont accompagné les délégations chinoises.

Une tournée a été organisée pour une délégation de représentants du Conseil japonais des aliments pour le bétail en vue de rencontrer les producteurs, les transformateurs et les exportateurs canadiens de grains de provende, d'oléagineux et de luzerne déshydratée et de visiter des installations de recherche, d'entreposage et d'expédition des exportations.

Des employés du Ministère ont participé à l'organisation de l'exposition canadienne aux Floralies internationales de Montréal.

Une étude du marché mondial des légumes secs a été publiée et distribuée à l'industrie canadienne des légumes secs. Une exposition canadienne présentant les cultures de légumes secs a été organisée à la Foire commerciale d'Alger.

Au cours de l'année, le Ministère a parrainé la venue d'acheteurs de plusieurs pays, notamment de Roumanie (fourrages et oléagineux) et du Venezuela (légumineuses et maïs soufflé).

Deux autres documents de travail portant sur Les programmes d'aide aux exportations agricoles et La production porcine: reproducteurs et semence ont été achevés pour le Comité de promotion des exportations. Des réunions ont été organisées avec des fonctionnaires provinciaux au sujet de ces études et des plans d'action ont été préparés.

Bestiaux, viandes et produits laitiers

La promotion des bovins, des porcs, de la semence et des embryons s'est poursuivie toute l'année. Des expositions ont été organisées au Salon agricole du "Royal Highland" à Édimbourg et à l'Exposition "Royal Easter" à Sydney. Des présentations spéciales ont été organisées au Salon de Porto Alegre au Brésil, au Salon de Palermo à Buenos Aires et à l'Exposition agricole hongroise OMEK à Budapest.

Des missions commerciales du Royaume-Uni, de Corée, de la République populaire de Chine, de Bulgarie et de Malaisie ont été invitées au Canada. La mission malaise a été consacrée uniquement aux porcs et à la production porcine à la suite de la mission sur l'industrie porcine organisée l'année précédente en Asie du Sud-Est.

Le Ministère a encouragé une participation canadienne accrue aux sou-

missions pour la fourniture de boeuf de haute qualité au Japon. Il a également cherché à améliorer l'accès du Canada au contingent de boeuf de haute qualité de la CEE.

Par suite des efforts du Ministère, l'industrie a réalisé d'importantes ventes de viande de porc en Europe. Les niveaux des prix d'écluse ont constitué des problèmes dans la CEE et les ventes ont été restreintes au cours du dernier trimestre de l'année.

Le Ministère a parrainé une mission d'acheteurs italiens de viande de porc. Une mission canadienne en visite au Panama, au Venezuela et en République dominicaine a démontré le potentiel de nos ventes de viande de porc sur ces marchés.

Les fourrures brutes canadiennes ont fait l'objet d'une promotion grâce à la participation à des foires internationales de la fourrure à Francfort, New York et Madrid.

Produits d'épicerie

Une mission commerciale s'est rendue au Moyen-Orient en décembre 1980 pour étudier le potentiel du marché alimentaire en Arabie Saoudite, dans les Émirats Arabes Unis, au Koweït et en Égypte. En mars 1981, une mission d'étude en visite en Extrême-Orient et en Australie a présenté les possibilités de vente de produits canadiens transformés de fruits et légumes. Une mission de coopération industrielle, composée d'un haut fonctionnaire de la direction et de cadres supérieurs de sept compagnies, a visité la France pour échanger des renseignements et discuter d'ententes pour l'obtention de permis.

Suite à la participation fructueuse de sociétés canadiennes au Salon international de l'alimentation à Paris du 17 au 22 novembre 1980, 32

sociétés ont été recrutées pour le Marché mondial de l'alimentation ANUGA 81 qui se déroulera en octobre 1981 à Cologne en République fédérale d'Allemagne. D'autres sociétés figurent sur une liste d'attente.

Au cours de l'année, plusieurs promotions ont été organisées aux États-Unis, notamment à des foires solo des denrées alimentaires et des boissons à San Francisco, Buffalo, Cleveland, Minneapolis et Portland, ainsi que des promotions en magasin à Cleveland et Minneapolis. Le Ministère a également participé au Congrès des négociants de denrées alimentaires de l'État de Washington et à l'Exposition canadienne de fruits de mer, aliments et breuvages.

La Direction a été représentée à toutes les réunions concernant les Accords internationaux sur les produits de base (cacao, sucre et café). L'Accord international sur le cacao de 1975 a expiré et un nouvel accord a été conclu mais pas ratifié en octobre 1980.

Pêcheries et produits de la pêche

Le Ministère a aidé financièrement l'Association pour la protection du poisson de l'Atlantique qui vise à promouvoir la consommation de poisson de fond en Amérique du Nord.

Quelque 32 compagnies canadiennes, dont 21 compagnies de produits de la pêche, ont participé au Salon international de l'alimentation à Paris. Les ventes réalisées sur place ont dépassé \$7 millions. Les ventes possibles sont évaluées à \$150 millions pour l'année suivante.

Programmes

Une aide financière a été offerte pour encourager un grand nombre

d'initiatives dans certains secteurs particuliers dans le cadre des diverses sections du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME). Ces initiatives ont comporté la recherche de marchés, la participation à des foires commerciales, l'invitation d'acheteurs étrangers et des activités plus spécialisées disponibles dans le cadre de la section R du PDME, créée spécialement pour s'occuper des contraintes et des possibilités auxquelles font face les exportations spécialisées du secteur de l'agriculture, des pêches et des produits alimentaires. Dans le cadre de la section R du PDME, les activités ont couvert un programme de formation pour des acheteurs étrangers de produits agricoles canadiens, une aide pour la certification de variétés canadiennes de semence sur des marchés étrangers et la préparation de soumissions pour un projet agricole à grande échelle en Chine.

Les besoins de développement industriel du secteur ont été poursuivis dans le cadre du Programme d'expansion des entreprises (PEE). Parmi les projets approuvés, citons la mise au point d'un processus pour la production d'une protéine unicellulaire à partir de déchets celluloseux et l'expansion d'une usine de conditionnement du poisson d'une capacité unique en Amérique du Nord.

La Direction a également fourni une aide pour des programmes d'autres ministères, dont le Fonds pour l'implantation de nouvelles cultures et le Programme de propositions spontanées.

Produits chimiques

Le secteur des produits chimiques et connexes, couvert par la Direction, a réalisé en 1980 des expéditions pour un montant de \$17 milliards et a employé 150 000 person-

nes dans plus de 3 000 établissements. Ce secteur est en mesure de surmonter son traditionnel déficit commercial, les exportations et les importations atteignant actuellement près de \$5 milliards chaque. Il s'agit d'un renversement fantastique de la tendance extrêmement déficitaire du commerce des produits chimiques au cours de la dernière décennie.

Produits d'hygiène

Les préparatifs ont été achevés pour la présentation d'une exposition des possibilités de fabrication de fournitures et de matériel médical à Winnipeg en avril 1981 dans le cadre d'une importante initiative fédérale-provinciale destinée à obtenir une plus grande part du marché national. En 1980, la production canadienne a fourni environ 25 pour cent du marché national évalué à \$1,2 milliard.

Au cours de l'année, la Direction a organisé la participation au Salon médical international d'Alger et au Congrès Medica 80 à Düsseldorf. La Direction a également parrainé la venue d'acheteurs du Venezuela et de cadres supérieurs d'une firme américaine de gestion d'hôpitaux. Ces deux groupes ont visité des compagnies canadiennes en vue d'évaluer les possibilités nationales de fabrication.

En même temps que la participation au Congrès Medica 80, une mission de coopération industrielle composée de représentants de grosses compagnies et de l'Association canadienne des fabricants d'équipement médical a rendu visite à des organismes gouvernementaux et à des sociétés intéressées de la République fédérale d'Allemagne pour discuter des possibilités d'entreprises conjointes, de transfert de technologie et d'accords sur l'obtention de permis.

En mars 1981, une mission a été organisée dans quatre pays de l'Asie du Sud-Est pour appuyer les exportations de l'industrie biologique canadienne. Des entretiens ont eu lieu pour démontrer la possibilité du Canada de participer à des entreprises conjointes et à des accords d'obtention de permis pour des installations de fabrication de vaccin concentré.

La Direction a également envisagé diverses options de politique qui abordaient les questions soulevées dans l'étude sur les produits d'hygiène publiée l'année précédente.

Plastiques et produits chimiques spéciaux

En 1980, les exportations de l'industrie de transformation des plastiques ont augmenté de près de 15 pour cent par rapport à l'année précédente.

La Direction a participé aux travaux d'un certain nombre de comités de la Société des industries du plastique du Canada (SIPC) qui ont abordé des questions telles que l'amélioration de l'information de gestion, la compétitivité de l'industrie et la promotion des exportations.

L'étude de faisabilité sur la création d'un Institut des plastiques a été achevée en 1980 et un groupe de l'industrie prépare actuellement une proposition énonçant les options pour la formation d'un tel institut.

Un colloque sur les exportations intitulé "Le marché américain" a été organisé pour les transformateurs de plastiques en collaboration avec la SIPC. De plus, le Ministère a invité certains acheteurs américains à assister au Salon annuel des plastiques à Toronto et a rencontré les transformateurs canadiens de plastiques intéressés à exporter. En mars 1981, une mis-

sion de vendeurs a présenté huit transformateurs canadiens sans expérience antérieure d'exportation sur le marché régional de Philadelphie.

En novembre 1980, la Direction a dirigé une mission de coopération industrielle en Italie et en République fédérale d'Allemagne. Ce voyage a permis d'assister au Salon Plast 80, à Milan, qui a fait connaître aux transformateurs canadiens de plastiques les derniers développements technologiques de l'Europe pour les composants du bâtiment en plastique.

Les travaux de l'étude sur l'industrie des pesticides au Canada ont progressé et le rapport devrait être terminé au cours de la prochaine année financière.

Produits chimiques industriels

Au cours de l'année, une importante étude a porté sur le secteur pétrochimique et sur la politique pétrochimique du gouvernement fédéral. Une enquête sur les perspectives de l'offre et de la demande pour les principaux composants de l'industrie pétrochimique a également été réalisée.

La Direction a participé à des réunions du Comité économique mixte Canada-Japon pour discuter des produits pétrochimiques et a représenté le Canada à la réunion du Groupe d'étude international sur le caoutchouc à Kuala Lumpur en Malaisie.

En anticipant sur les mesures gouvernementales concernant le problème des précipitations acides, la Direction a entamé des travaux sur l'utilisation possible par l'industrie des quantités supplémentaires d'anhydride sulfureux qui devraient être disponibles.

La Direction a continué à mettre au point des techniques de simulation informatique pour mesurer l'impact

des politiques proposées sur la compétitivité internationale de l'industrie.

Électricité et électronique

Élaboration de la politique et de la stratégie

Un document de stratégie sur l'industrie électrique intitulé "Vers une économie de l'électricité" a été publié et des consultations ont été organisées avec des représentants des provinces et de l'industrie privée. Des travaux ont commencé sur un document de stratégie sur l'industrie électronique qui sera publié l'année prochaine.

Le concept du "Bureau de l'avenir" a reçu beaucoup d'attention par l'intermédiaire du projet bureautique de \$12 millions du ministère de l'Industrie et du Commerce et du ministère des Communications. Les principaux projets et les éléments d'aide à la micro-électronique du Fonds spécial de l'électronique ont vu une progression de leur développement.

Instruments et applications micro-électroniques

Dans le cadre de la section des projets principaux de \$30 millions du Fonds spécial de l'électronique, les travaux du projet de \$21 millions avec la société Mitel Corporation se sont poursuivis. Un nouveau montant de \$7 millions a été accordé pour un projet avec la compagnie Sentrol Systems Inc. La mise en oeuvre du Programme d'aide à la micro-électronique de \$20 millions a été poursuivie et le Ministère a reçu et évalué les premières demandes de l'industrie. Il a également poursuivi la sélection des universités pour des centres régionaux d'excellence en micro-électronique.

Le profil sectoriel de l'industrie des instruments électroniques a été distribué à environ 300 compagnies. Il comporte des études sur le contrôle du processus industriel, l'automatisation dans la construction, les instruments médicaux électroniques, les instruments scientifiques et de laboratoire, le matériel de testage et de mesure, la télédétection, les instruments écologiques et les appareils géologiques, géophysiques et géotechniques.

Informatique

Le Ministère a concentré ses efforts sur la fourniture de fonds à de petites entreprises pour la mise au point de produits et le développement des marchés d'exportation, et sur l'utilisation des marchés publics en vue d'obtenir des mandats sur les produits auprès de sociétés multinationales.

Les activités de promotion sur les marchés ont englobé la participation à plusieurs foires commerciales européennes et à une mission sur la technologie informatique en Extrême-Orient.

Un rapport détaillé sur l'industrie informatique a été préparé et plusieurs mesures sont à l'étude pour renverser la tendance négative du déficit commercial.

Produits de consommation

Le Programme de remise de droits sur la télévision, géré par le Ministère et qui participe avec succès à la restructuration et à la diversification de l'industrie, se termine le 31 décembre 1981. Un nouveau programme quinquennal de remise de droits et de tarifs douaniers est en cours d'élaboration en collaboration avec l'industrie.

Télécommunications

Le système Télidon a fait l'objet de promotions dynamiques sur les marchés internationaux où il a rencontré une forte concurrence du Royaume-Uni (système Prestel) et de la France (système Antiope).

Le Canada est demeuré actif sur le marché spatial en 1980-1981 et des sociétés canadiennes ont poursuivi des contrats en Australie, au Brésil, au Moyen-Orient, en Europe, aux États-Unis et ailleurs. Au cours de l'année, un groupe d'étude interministériel a entrepris une étude complète de la participation du gouvernement à ces activités.

Au cours de l'année, le PPIMD a offert de l'aide pour la mise au point de produits de télécommunications dans les communications spatiales et terrestres connexes, tandis que les projets du PEE ont appuyé plusieurs développements pour les micro-ondes digitales, l'accès multiple en temps partagé des satellites, les systèmes de radio-téléphone mobiles et les interrupteurs digitaux dans les studios de télédiffusion. La Division des télécommunications a fourni un appui de commercialisation aux entreprises engagées dans d'importants projets d'exportation de télécommunications en Australie, au Pérou, au Mexique, en Amérique centrale et au Moyen-Orient.

Avionique et électronique de défense

La réouverture et l'expansion du PPIMD ont permis de financer des projets pour la mise au point de produits à haute technologie et la modernisation des installations de production. Les dépenses totales ont atteint \$46,5 millions dans le cadre du PPIMD, dont \$31,7 millions pour le Projet des missiles de croisière. Il s'agissait d'un important projet de subventions pour la production en deuxième source d'unités de navigation par inertie

pour le programme des missiles de croisière américains. Les avantages possibles sont très grands pour le Canada et les résultats du projet ont répondu jusqu'à présent aux anticipations initiales.

Dix compagnies ont participé à l'Exposition du matériel électronique de défense militaire à Wiesbaden en République fédérale d'Allemagne en octobre 1980. Des représentants des gouvernements, des marchés publics, des services militaires et de l'industrie de plus de 70 pays y ont participé. Le stand du Canada a été financé par la Direction des programmes de défense avec l'aide de la Direction de l'électricité et de l'électronique.

L'accroissement des avantages industriels et des activités d'examen des approvisionnements s'est poursuivi en 1980-1981 et devrait connaître une montée fulgurante à l'avenir. La Division a participé à 38 Comités d'examen des achats et à quatre importants projets de la Couronne: le projet CP-140 Aurora, le projet CF-18 Hornet, la frégate de patrouille canadienne et le Programme de modernisation des radars.

Textiles et produits de consommation

Textiles

De nombreux sous-secteurs de l'industrie textile ont réalisé d'importants gains de production en 1980. L'industrie a bénéficié du cours du dollar canadien et des restrictions imposées sur certains produits importés. Cependant, l'économie en récession a touché les tricots deux fontures, le velours fabriqué sur des métiers mono-fonture, les tissus de laine cardée, les doublures artificielles, les tissus pour gants, le velours côtelé, les chaussures, les tissus d'ameublement et les tapis.

En 1980, les nouvelles dépenses en capital ont atteint \$162,9 millions comparativement à \$127,5 millions l'année précédente. Les dépenses de modernisation ont représenté 89 pour cent de l'ensemble des investissements.

Les employés de la Division des textiles ont grandement participé à la mise au point d'une politique sectorielle et d'un programme d'aide pour les industries du textile et du vêtement dans les années 80.

Les importations ont diminué de cinq pour cent en 1980 par rapport à 1979. Les exportations canadiennes sont demeurées fortes toute l'année pour atteindre \$423 millions, soit une augmentation de 26,4 pour cent. Les expositions de textiles canadiens à l'étranger ont contribué au succès de cette industrie en Europe, au Japon et en Amérique centrale.

Vêtement

Les expéditions canadiennes de vêtements ont augmenté de 4,7 pour cent en dollars en 1980 mais la production réelle a diminué. Les importations ont partagé la tendance à la baisse avec une diminution de 2,3 pour cent en dollars et de plus de 15 pour cent en unités de production.

Les exportations ont augmenté de 21,2 pour cent par rapport à 1979 pour atteindre \$230,2 millions.

Au cours de l'année, la Division a élaboré une politique sectorielle en vue d'encourager l'industrie à poursuivre sa modernisation, sa restructuration et l'amélioration de son efficacité pour répondre aux forces économiques nationales et internationales.

Le Ministère a fourni des garanties de prêts à 13 compagnies pour un total de \$3 552 500. En outre, il

a approuvé des subventions de \$63 255 pour deux études de faisabilité sur la productivité et de \$231 619 pour sept projets d'innovation.

Avec l'aide financière du Ministère, l'industrie canadienne du vêtement a participé à huit expositions commerciales de promotion dont voici les faits saillants:

- des ventes de \$5,5 millions de vêtements en fourrure ont été réalisées sur place à New York;

- des ventes dynamiques de \$2,81 millions de vêtements de sport ont été réalisées à Munich et Las Vegas;

- la participation du Ministère a amené 208 acheteurs au Salon canadien du vêtement d'extérieur (SCVE) à Winnipeg, ce qui a engendré des ventes sur place de \$1,8 million;

- une aide semblable a amené 130 acheteurs des États-Unis, du Royaume-Uni et d'Europe au Salon de l'Association des manufacturiers de mode enfantine, provoquant des ventes sur place de \$1,1 million.

Le Ministère a prolongé de trois ans son aide financière au Programme d'accroissement de la productivité au Manitoba. Des programmes semblables sont en cours d'élaboration en Ontario et au Québec.

Bureau de la mode

Le Ministère a mis en oeuvre le Programme d'emploi d'été des jeunes de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada pour offrir à 78 étudiants en dessin de mode une expérience de travail pratique pendant les mois d'été. Cette initiative a offert des possibilités de formation et d'emploi aux étudiants et a fait connaître à 65 fabricants de vêtements les talents disponibles au Canada.

Le Programme d'assistance aux créations de la mode a subventionné de nouveau une présentation des créations de mode canadiennes pour hommes, femmes et enfants.

Le Salon des tendances de la mode a été également présenté à Winnipeg, conjointement avec le Salon canadien du vêtement d'extérieur.

Le troisième numéro de la revue "Canada Fashion-Mode", subventionnée par le Ministère, a été distribué à l'étranger et a provoqué des contacts directs avec des fabricants et des visites d'acheteurs étrangers.

Cuir et chaussure

Dans l'industrie de la chaussure, la valeur des expéditions a augmenté de huit pour cent en 1980 par rapport à 1979 pour atteindre \$712 millions. Cependant, la production a diminué de 11 pour cent de 47,8 millions de paires en 1979 à 42,3 millions en 1980. La consommation par tête a baissé de 3,26 à 3,19 paires.

En 1980, les exportations sont passées de \$61 à 66 millions, soit une hausse de huit pour cent. Le volume des exportations a augmenté de trois pour cent pour atteindre 4,2 millions de paires car l'industrie a poursuivi ses efforts pour obtenir de nouveaux débouchés à l'étranger avec l'aide de la Direction. Les produits les plus populaires ont été les patins à glace et les autres chaussures spéciales.

La hausse vertigineuse du prix du cuir subie en 1979 a ralenti au début de l'année 1980 et l'indice du prix du cuir a dégringolé en fin de compte de 21 pour cent par rapport au sommet atteint en 1979. En conséquence, l'indice du prix de gros n'a augmenté que de neuf pour cent de 1979 à 1980, comparativement à 18 pour cent de 1978 à 1979.

Le quota global sur les importations de chaussures en cuir et en vinyle a été prolongé jusqu'au 30 novembre 1981 pendant que le Tribunal anti-dumping enquêtait sur la situation. Le tribunal, dont le rapport a été publié en février 1981, a conclu que même si l'industrie canadienne peut soutenir la concurrence avec les importations en provenance des pays développés et des pays à commerce d'état, elle subira un préjudice grave en l'absence de mesures spéciales de protection contre les importations provenant de pays à bas salaires comme Taiwan, Hong Kong, le Brésil, la Corée du Sud et l'Inde.

Le Programme de redressement des industries de la chaussure et du tannage, mis en oeuvre en 1974 pour aider l'industrie à augmenter sa compétitivité, est venu à expiration le 31 mars 1981. Pendant la durée du programme, 59 cas de subventions d'aide à la vérification opérationnelle ont été approuvés et 35 cas de subventions pour la restructuration et la consultation ont été appuyés. Un total de \$3,7 millions de subventions a été approuvé dans le cadre du programme, ainsi que 14 prêts totalisant \$15,5 millions. Le Ministère est en train d'examiner le programme.

L'Institut canadien du cuir et de la chaussure, qui fonctionne avec l'aide du Ministère, est en train de se renforcer par l'adhésion de nouveaux membres et par l'élargissement des services qu'il offre à l'industrie.

Meubles

Le Ministère a continué à mettre l'accent sur le développement des marchés d'exportation en vue d'améliorer les résultats de l'industrie du meuble.

Le secteur des meubles de bureau a organisé six expositions dans des villes américaines et a parrainé

deux missions américaines de rédacteurs de devis architecturaux, de planificateurs des espaces environnementaux et de concepteurs d'intérieur.

Douze fabricants de meubles résidentiels exposent sur le Southern Furniture Market en Caroline du Nord. En même temps, la croissance rapide des importations de meubles, constatée au cours des dernières années, est tombée à moins de cinq pour cent par an.

Les expéditions totales de meubles ont dépassé \$2 milliards en 1980, soit une hausse de 10 pour cent par rapport à l'année précédente. L'aide fournie dans le cadre du Programme d'expansion des entreprises a permis à de nombreuses compagnies d'entreprendre des projets de restructuration et d'amélioration de la productivité.

Instruments de musique

Avec l'aide du Ministère, neuf fabricants d'instruments de musique, d'accessoires et de matériel sonore ont participé pour la première fois à la Foire commerciale internationale Musikmesse de Francfort en République fédérale d'Allemagne. Les ventes réalisées sur place ont atteint \$790 000 et on prévoit des ventes futures supérieures à \$4 millions.

Articles de loisirs

Le secteur des articles de loisirs a rencontré de nouveau de bonnes conditions de vente en 1980 et les expéditions ont atteint environ \$7,5 milliards, soit une hausse proche de 20 pour cent par rapport à 1979. Les exportations ont augmenté de 27 pour cent pour atteindre près de \$450 millions. Les expéditions à destination des États-Unis, principal marché d'exportation, ont augmenté d'environ 25 pour cent tandis que les exporta-

tions destinées à la Communauté Économique Européenne ont connu une hausse supérieure à 40 pour cent.

Les principales activités du Ministère ont englobé l'organisation d'un colloque sur les exportations correspondant aux besoins des fabricants de bijoux, la participation à 10 foires internationales et salons solo aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en République fédérale d'Allemagne, en Italie, en Australie et au Japon, et l'organisation de trois missions d'acheteurs étrangers au Canada.

Industries de transport

Directorat des industries aérospatiales

Le Directeurat a subventionné de nouveaux projets importants, comme par exemple l'avion-navette turbo-propulsé DASH-8, le moteur PT-7, une nouvelle phase de développement avancé du Programme des augmentateurs de portance et l'augmentation de la capacité de la conception et de la fabrication assistées par ordinateur (CAD/CAM).

Les activités de surveillance se sont poursuivies pour des projets bien établis comme l'avion Challenger, l'avion DASH-7, les produits d'ingénierie et les réseaux aériens de reconnaissance militaire.

Les négociations se sont poursuivies dans le cadre du GATT pour étendre l'exemption de droits accordée aux avions et aux pièces de moteur sur les marchés outre-mer en vertu de l'Accord sur le commerce des aéronefs civils.

La gestion et la vérification des avantages industriels établis (compensations) négociés dans le cadre de contrats importants se sont intensifiées. Ces contrats concernaient les avions patrouilleurs à grande autonomie (APGA) CP-140

Aurora, les avions AWACS (système aéroporté de détection et de contrôle) de l'OTAN et les nouveaux chasseurs CF-18.

Le Directorate a conservé la responsabilité sur les sociétés de la Couronne Canadair et de Havilland.

Le secteur de l'aérospatiale a connu une expansion au cours de l'année avec des ventes qui ont atteint des niveaux records et l'emploi un sommet pour la décennie. Cette industrie est surtout orientée vers l'exportation et a largement renfloué la balance commerciale canadienne des produits manufacturés.

Navires et éléments

La valeur des commandes navales a atteint un chiffre record en 1980 avec des livraisons prévues jusqu'en 1984, même si les commandes ne sont pas bien réparties. Sur les demandes reçues après le 1er juillet 1980, les subventions à la construction dans le cadre du Programme d'aide à la construction de navires sont revenues à neuf pour cent car le taux temporaire de 20 pour cent n'a pas été prolongé.

Les réparations et conversions de navires, estimées à \$207 millions, ont connu une hausse de 14 pour cent par rapport à 1979. Les réparations de navires étrangers ont représenté 19 pour cent du total, ce qui reflète l'amélioration de la compétitivité de l'industrie. Le Ministère a poursuivi son aide à l'amélioration des cales sèches et autres installations.

Industrie automobile

Généralités

L'industrie automobile canadienne est surtout orientée vers l'approvisionnement du marché américain. Les consommateurs américains ont accordé une préférence de plus en plus marquée aux véhicules d'outre-

mer, surtout japonais, ce qui a provoqué une diminution considérable de la production automobile au Canada par rapport à l'année précédente.

Alors que le marché national a connu une baisse en 1980-1981 par rapport à l'année précédente, la pénétration des importations au Canada n'a pas suivi cette tendance. En effet, les importations ont connu une hausse marquée en pourcentage du marché canadien qu'elles contrôlent.

Le Ministère a continué à collaborer avec les fabricants de véhicules pour stimuler l'augmentation des investissements et des sources d'approvisionnement au Canada.

Pièces d'automobile

La tendance en faveur d'une voiture mondiale et d'une source mondiale de pièces a exigé que l'industrie canadienne des pièces d'automobile fasse davantage sentir sa présence sur les marchés mondiaux. Le Ministère a joué un rôle actif en organisant des missions dans divers pays et en parrainant des expositions. En outre, des efforts considérables ont été déployés vers le marché japonais pour encourager à la fois les achats de produits canadiens et les investissements au Canada. Le Ministère a également collaboré étroitement avec les fabricants de véhicules pour augmenter les sources canadiennes de pièces d'automobile.

Une importante étude a été lancée en vue de mieux comprendre la taille du marché canadien des pièces de rechange et les questions connexes.

Le Ministère a collaboré étroitement avec tous les fabricants de pièces d'automobile en vue d'accroître la recherche et le développement, les investissements et la production.

Industries océaniques

La nécessité pour les compagnies océaniques canadiennes d'exporter en vue d'obtenir des marchés convenables s'est fait sentir sur les stands canadiens à la Conférence sur la technologie offshore à Houston, au Salon Europec à Londres et au Centre commercial du Canada au Japon. Une mission en visite en Australie a confirmé le potentiel de vente dans cette région.

L'intérêt a subsisté pour le développement de la technologie océanique et l'amélioration des performances du matériel dans l'exploration et les relevés offshore. Un certain nombre de projets de développement soumis par des compagnies sont en cours d'analyse pour déterminer si le Ministère peut en partager le coût.

La Division a travaillé en étroite collaboration avec l'Association canadienne des industries océaniques qui vient d'être créée dernièrement.

Les explorations de pétrole et de gaz dans la mer de Beaufort et dans les régions situées au large des provinces atlantiques se sont poursuivies pour donner des résultats positifs, ce qui renforce l'idée que les activités dans le secteur des industries océaniques, qui fournit le matériel et les services nécessaires, poursuivront leur croissance rapide.

Transport ferroviaire

La Division des systèmes de transport ferroviaire a aidé l'industrie à développer une technologie et du matériel nouveaux pour améliorer l'efficacité et la productivité du transport ferroviaire. Parmi les projets de recherche et de développement à frais partagés financés dans le cadre du Programme d'expansion des entreprises, citons:

- la mise au point d'un régulateur de tension à grande vitesse par la société Bert Pyke Ltd. Le prototype subit actuellement des essais sur une voie du CN et la production en série débutera à l'automne;

- la mise au point par la société Canron Inc. d'un pilon à grande vitesse capable de multiplier par quatre la productivité du pilonnage. Le prototype subit actuellement des essais sur le terrain. On prévoit que ce nouveau matériel atteindra des ventes annuelles d'environ \$2 millions;

- la mise au point par la société Bert Pyke Ltd. d'une grue hydraulique de 18 tonnes pour le transport ferroviaire. Cette machine répond à un besoin canadien et remplace des importations. Jusqu'à présent, quatre grues ont été vendues;

- la mise au point d'une locomotive diesel-électrique à technologie avancée pour le transport des marchandises par la Division des produits ferroviaires diesels de la société Bombardier Inc. Cette locomotive, spécialement conçue pour le milieu canadien, aura des performances supérieures de 40 pour cent aux locomotives actuellement disponibles. Le Programme d'expansion des entreprises versera une contribution de 50 pour cent du coût du projet estimé à \$54 millions.

Le Ministère est demeuré membre de l'Association du congrès panaméricain des chemins de fer (PARCA) et a appuyé la création de l'Association canadienne des fabricants de matériel ferroviaire et transitaire (CRTMA). L'Association a établi depuis lors les positions de l'industrie concernant les tarifs douaniers, les besoins de recherche et de développement et le marché national.

Direction générale des industries de service

Construction et services de consultation

La Division de la construction a continué à orienter ses efforts en vue de favoriser la productivité et d'augmenter la commercialisation internationale des industries de la construction et de l'énergie renouvelable.

La Division a contribué aux initiatives suivantes:

- à la préparation de lignes directrices pour la mise en oeuvre d'un examen des approvisionnements dans le cadre des projets de construction du gouvernement fédéral. Ce programme recherche la participation maximale d'entreprises canadiennes à ces projets;

- à l'achèvement d'un profil préliminaire sur l'organisation et les activités des promoteurs immobiliers canadiens au Canada et aux États-Unis;

- à la fourniture d'un forum ministériel pour les activités touchant les systèmes des énergies renouvelables, dont la représentation dans plusieurs comités interministériels. La Division a participé à l'organisation du Colloque international sur l'utilisation de l'énergie solaire et a participé aux réunions annuelles de la Société d'énergie solaire du Canada Inc. et de l'Association des industries solaires du Canada. Un rapport sur "L'exportation d'équipement solaire aux États-Unis et dans les Caraïbes" a été achevé en collaboration avec l'Association des industries solaires du Canada;

- à la recherche de débouchés au Zimbabwe et à l'organisation d'une mission vers ce pays en septembre

dans les domaines de la construction, des mines et de l'ingénierie. L'industrie et le gouvernement du Zimbabwe sont venus à leur tour en mission au Canada en novembre 1980 et en janvier 1981;

- à la recherche de débouchés pour les fabricants de matériaux de construction préfabriqués en vue de soulager les victimes des tremblements de terre en Algérie et en Italie. Ces efforts ont engendré des exportations de \$100 millions;

- aux efforts permanents d'exportation des constructeurs canadiens dans les pays en développement, avec l'obtention de contrats outremer pour une somme d'environ \$300 millions;

- à la création de l'Institut canadien de perfectionnement en gestion de la construction en vue de fournir un centre national pour la coordination de l'information et du perfectionnement en gestion de la construction en déterminant les besoins communs de l'industrie, en faisant la promotion des avantages découlant de l'amélioration des aptitudes de gestion et en élaborant des programmes nationaux d'accréditation appropriés.

La Division a participé aux réunions annuelles de plusieurs associations, dont l'Association des ingénieurs-conseils du Canada, l'Institut royal d'architecture du Canada, et à la première réunion annuelle de l'Association des architectes en pratique privée du Québec. Au cours de l'année, cinq réunions de l'Association des ingénieurs-conseils du Canada et du Comité de liaison du ministère de l'Industrie et du Commerce ont eu lieu pour mettre en oeuvre un vaste programme de travail dont la commande d'une mise à jour de l'étude de 1979 sur les ingénieurs-conseils au Canada.

La Division a participé à la formation de comités de liaison avec l'Institut royal d'architecture du Canada et avec l'Association canadienne des agrologues-conseils. En collaboration avec le ministère des Pêches et Océans et avec le Service hydrographique du Canada, la Division a aidé l'industrie à créer la Canadian Association of Hydrographic and Ocean Surveying Industries (CAHOSI).

Un certain nombre de réunions du Comité d'étude de la conception assistée par ordinateur (CAD) ont eu lieu. Le rapport du Comité comprend une série de recommandations concernant l'avenir du Centre de conception assistée par ordinateur du ministère des Travaux Publics et du développement de la conception assistée par ordinateur au Canada.

Un Comité consultatif de l'industrie canadienne des ingénieurs-conseils a été créé par le Ministre de l'Industrie et du Commerce. Ce Comité comprend 15 cadres supérieurs de l'industrie et des observateurs de chacune des provinces. Il examinera la situation actuelle de l'industrie, évaluera son potentiel dans l'économie canadienne et les contraintes auxquelles elle pourrait faire face pour atteindre ce potentiel, et présentera un rapport au Ministre sur les mesures possibles à prendre à l'avenir.

Le ministre d'État au Commerce a présidé une conférence à Ottawa pour débattre du potentiel des exportations de produits manufacturés canadiens découlant de contrats obtenus outre-mer par des ingénieurs-conseils canadiens.

La Division a participé à une mission d'ingénieurs belges venus pour parler de la collaboration avec des pays tiers, à une mission d'étude en Amérique latine destinée à explorer les débouchés possibles pour les ingénieurs-conseils et les car-

tographes aériens, et à une mission d'étude dans les pays de l'ANASE en vue d'explorer les débouchés possibles pour les firmes d'experts-conseils.

Au cours de l'année, la Division a été fortement engagée dans les exportations par l'intermédiaire des demandes de sources d'approvisionnement et du PDME. Les rapports indiquent 70 succès pour l'obtention de contrats internationaux de consultation, dont certains avec l'aide du PDME.

Le Comité consultatif des avantages industriels par la mise en valeur des richesses naturelles a tenu, au cours de l'année, plusieurs réunions avec du personnel opérationnel provenant de la Division des projets d'immobilisations. La participation nationale à la fourniture de matériel et de services pour des projets canadiens de mise en valeur des richesses naturelles a connu un accroissement considérable.

La Division a également fourni des services de secrétariat au Groupe d'étude sur les grands projets fondé en 1978. Ce groupe d'étude comprend quelque 35 représentants du monde des affaires et autant de représentants des travailleurs. La plupart des gouvernements provinciaux y ont nommé un observateur. Les travaux du Groupe d'étude sont pratiquement terminés et son rapport final sera présenté en juin 1981.

La Division des projets d'immobilisations a été chargée de mettre en oeuvre la stratégie du Ministère en vue de tirer les plus grands avantages des projets nationaux pour l'industrie canadienne. Des discussions ont eu lieu avec des entreprises de mise en valeur des richesses naturelles qui parrainent de grands projets afin de s'assurer que ces projets offrent à l'indus-

trie canadienne des possibilités de participer et de contribuer au développement d'entreprises indépendantes permanentes dans les industries de fabrication et de services.

Services de distribution

La Division du gros et du détail a poursuivi ses travaux de mise au point de données sur la structure et le rendement des services de distribution.

Elle a identifié la productivité comme un domaine extrêmement intéressant et conçu un projet et une méthodologie nouvelle pour résoudre les imperfections du système de mesure actuel.

L'insuffisance de données constituait un problème et plusieurs études ont été effectuées pour recueillir des renseignements. La Division a aidé les associations à réaliser leurs enquêtes et le Ministère a eu accès aux données obtenues.

Deux études ont été mises en oeuvre pour examiner l'expansion des exportations. L'une a abordé les exportations par des grossistes à des grossistes tandis que la seconde s'occupait des groupes d'acheteurs exportant à des groupes d'acheteurs.

La Division a obtenu une évaluation du niveau de compétence du secteur en matière de gestion ainsi que des programmes ministériels destinés à résoudre ce problème dans d'autres secteurs.

La Division a fait la liaison avec le mouvement coopératif au Canada et d'importantes consultations ont eu lieu avec ce segment du secteur commercial.

Un profil sectoriel des métiers de la distribution a été achevé et servira de document de travail au

Comité consultatif sur les services de distribution en 1981-1982.

La Division s'est assurée que le rôle des services de distribution est pris en considération lors du processus de formulation des politiques gouvernementales. Ce travail a impliqué le projet de loi sur le transport des matières dangereuses, les modifications proposées à la Loi sur la taxe d'accise, le processus de formulation des politiques et d'examen du textile et du vêtement et l'étude de l'industrie de la chaussure par le Tribunal anti-dumping.

Services de mise en marché

Au cours de l'année, un intérêt considérable a été porté sur le secteur des maisons de commerce avec la formation du Comité parlementaire sur une Société nationale du commerce.

Les recherches de la Division ont fait sentir le besoin de montrer davantage les avantages de recourir à des maisons de commerce pour l'exportation. En conséquence, un Répertoire des maisons de commerce canadiennes a été préparé à l'intention des fabricants et du Ministère; une série d'articles a été publiée sur le concept des maisons de commerce; la Division a parrainé le premier d'une série de colloques sur "l'utilisation d'une maison de commerce", conjointement avec l'Association des manufacturiers canadiens; et la première mission commerciale destinée aux seules maisons de commerce a été organisée pour mars 1981.

Une mission commerciale s'est rendue à Trinidad, en Colombie, en Équateur et au Pérou et a rapporté un certain nombre de contrats immédiats pour des produits canadiens. Les six maisons de commerce ont présenté des soumissions pour de gros contrats et d'autres efforts d'exportation sont prévus.

La Division a achevé une étude sur le marché des pièces d'automobile de rechange qui sera incluse dans l'étude actuellement en cours dans la Direction des industries de transport.

La Division a également poursuivi son programme de colloques sur le franchisage. Des colloques sur la façon d'élaborer avec succès des systèmes de franchise et d'acheter une franchise ont été organisés dans plusieurs villes en collaboration avec les gouvernements provinciaux, les chambres de commerce, le Conseil québécois du commerce de détail et l'Association canadienne des franchiseurs.

Plus de 3 000 pochettes d'information sur les franchises ont été distribuées en 1980-1981.

L'étude statistique sur le franchisage, actuellement réalisée par Statistique Canada, est parvenue à son stade final au cours de l'année. Les résultats préliminaires font état de ventes canadiennes annuelles dépassant \$15 milliards pour les systèmes de franchise et d'une forte tendance à la hausse. Plus de 500 systèmes de franchise régissent au-delà de 21 000 affaires au Canada.

Une mission commerciale composée de neuf entreprises canadiennes de franchisage s'est rendue au Japon en février 1981 et a rencontré 300 hommes d'affaires japonais au Centre commercial du Canada à Tokyo. Les neuf entreprises comportaient un fabricant-distributeur d'outils, un système de magasins de produits laitiers et de première nécessité et un système de franchisage de roulothèques. Les négociations avec les entreprises japonaises intéressées sont actuellement en cours dans le but d'augmenter les trois systèmes canadiens de franchise actuellement en opération au Japon.

La Division a mis au point un système de consultation et de planification pour la création de groupes d'acheteurs.

Services de transport maritime

La Direction a participé aux travaux du Comité de la CNUCED sur le transport maritime à propos des initiatives de la CNUCED touchant le commerce canadien et qui englobent l'imposition d'un partage des cargaisons en vrac et sur les navires de ligne réguliers, l'abandon graduel des pavillons de complaisance et la modernisation des contrats d'assurance maritime. Les autres questions ont porté sur le transport maritime dans l'Arctique, la politique de la marine marchande, les relations bilatérales de commerce maritime, la législation sur le transport maritime avec récupération des coûts, la réglementation des conférences maritimes et les exigences en matière d'infrastructures de transport.

La Direction a consulté des chargeurs maritimes individuels, des compagnies de transport maritime et des associations industrielles pour obtenir le point de vue des usagers du transport dans ses délibérations de politiques. Elle a offert de l'aide aux industries de services de transport, comme l'industrie de l'assurance maritime, et aux compagnies canadiennes de transport maritime qui établissent des services vers l'Amérique latine.

Services de transport aérien

La Direction a continué à représenter les intérêts des voyageurs, des transporteurs et de l'industrie touristique dans les questions de politiques aériennes, dont les services ADAC entre Montréal, Ottawa et Toronto, la politique nationale des transporteurs aériens, les négociations de services aériens entre le Canada et le Royaume-Uni

et le Canada et les États-Unis, la politique concurrentielle et les politiques énergétiques touchant les services aériens.

L'examen par la Commission canadienne des transports des règlements régissant l'utilisation d'avions de sociétés a fait l'objet d'une surveillance dans l'attente d'activités futures.

L'étude de la Direction sur la possibilité d'un service aérien entre le Canada et la Colombie et le Venezuela a été distribuée pour examen à deux transporteurs internationaux. La Direction a contribué à l'étude de la politique de l'aviation civile internationale.

Au cours de l'année, une aide a été accordée aux transporteurs de bétail dans le but de résoudre les problèmes de transport aérien du bétail. Des statistiques sur le transport aérien ont été mises au point et de nouveaux débouchés ont été identifiés pour les transporteurs canadiens.

Trafic

Les fabricants canadiens et les ministères gouvernementaux ont reçu des conseils sur le transport d'un large éventail de produits vers les marchés nationaux et internationaux. Des renseignements ont été fournis sur la disponibilité de services de transport par terre, par fer et par mer, sur des itinéraires de transport et sur les facteurs du coût de distribution.

Une analyse des coûts et services de transport entre des points situés au Canada et l'Europe, les États-Unis et l'Amérique du Sud a été réalisée pour aider les transporteurs de bois de construction et d'autres fabricants à évaluer les marchés d'exportation.

La Direction a participé à la formulation de lois canadiennes cou-

vrant le transport des produits dangereux et la mise en oeuvre de la Convention internationale sur la sécurité des conteneurs. Elle participe également à l'évaluation en cours pour savoir si le Canada devrait adhérer à la Convention sur le transport multimodal international des marchandises. Les autres questions de politique des transports ont abordé la mise en oeuvre au Canada et aux États-Unis du code du GATT sur la valeur en douane et des taux du Pas du Nid-du-Corbeau.

La Direction s'est occupée de promouvoir la productivité de la distribution par ses travaux sur l'automatisation des documents commerciaux au sein de la Commission économique pour l'Europe, et a été chargée d'obtenir le consensus de l'industrie sur une taille standard de palettes pour simplifier le système canadien de distribution et les emballages pour le transport.

COSTPRO

L'Organisation canadienne pour la simplification des procédures commerciales (COSTPRO) est une société à but non lucratif qui s'efforce de faciliter le commerce en simplifiant les procédures et les documents. Le secrétariat de COSTPRO est une division de la Direction des services de transport.

Au cours de l'année, Costpro:

- a élaboré des normes volontaires pour des appareils de préparation électronique de documents et de communication électronique de données commerciales;

- a mis au point une technique standard de superposition sur plastique qui mettra le Système d'uniformisation des documents commerciaux canadiens à la disposition des entreprises de toutes tailles à un coût modique;

- a présenté des mémoires pour la réforme des règlements, pour la simplification des procédures d'importation, pour faciliter les échanges lors des réunions de la CEE et une étude des obstacles administratifs au transport;

- a offert des services spéciaux à ses membres pour les aider à mettre au point leurs systèmes de documents commerciaux.

Machinerie

Le Programme de la machinerie, destiné à promouvoir la croissance et l'amélioration de la productivité dans l'industrie de la machinerie, est demeuré une activité importante de la Direction. Tout en offrant une protection tarifaire aux fabricants et en encourageant l'accroissement de la production canadienne de machines, le programme offre aux utilisateurs de machines de diverses industries des remises de droits sur les biens d'équipement importés qui ne sont pas disponibles au Canada.

Au cours de l'année, le programme a reçu 36 000 demandes pour un total de \$4,3 milliards d'importations. L'industrie canadienne a économisé \$325 millions par suite des remises de droits accordées sur du matériel non disponible au Canada.

L'aide accordée pour de nouvelles capacités de fabrication pour des installations de lignes de production intégrées et pour des commandes de produits de l'automobile à l'exportation a provoqué une production canadienne supplémentaire de \$1 milliard et a contribué à la création d'environ 14 300 emplois.

Le programme a aidé 39 compagnies à démarrer la production de 32 produits nouveaux destinés à remplacer des importations. Ceci représente une production de \$110 millions et près de 1 100 emplois nouveaux. Le

nouveau matériel englobe des machines à nettoyer industrielles, des machines de travail des métaux, des machines de traitement des pâtes et papiers et du matériel de transformation alimentaire.

La Direction a tenu à jour des renseignements détaillés sur les capacités de production de plus de 1 800 producteurs canadiens de machines pour s'assurer qu'ils obtenaient la protection tarifaire offerte.

Au cours de l'année, les activités de la Direction ont comporté entre autres:

- l'évaluation de 15 nouveaux projets dans le cadre du Programme d'expansion des entreprises et de 19 nouveaux projets de recherche et de développement dans le cadre des propositions spontanées du Système des achats du MAS;

- l'examen initial de 78 demandes nouvelles adressées dans le cadre de programmes du Ministère et une aide aux bureaux régionaux à propos de plus de 60 projets soumis dans le cadre du PEE;

- des services consultatifs au Comité interministériel sur le Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense (PPIMD) et sur le Programme d'aide pour l'amélioration du rendement dans la construction de navires (SIPIAP) impliquant l'évaluation technique de 100 projets.

Au cours de l'année, la Direction a entrepris diverses initiatives d'expansion industrielle destinées à accroître l'éventail et le volume des machines fabriquées au Canada, entre autres:

- l'approbation et la mise en oeuvre d'un programme de remise de droits pour les chargeuses frontales avec un accroissement prévu de

la production de \$160 millions. Les emplois nouveaux directs sont estimés à 800 sans oublier 600 nouveaux emplois dans les industries de fabrication connexes;

- une aide pour la création d'ententes d'octroi de permis avec des fabricants étrangers de produits comme des fours de traitement thermique, des foreuses turbo, des ébrancheuses, des machines à mouler par injection, des chaudières thermiques et des vérins à pompe;

- la participation à des activités touchant la conception et la fabrication de matériel pour les pâtes et papiers, de matériel de production d'énergie, de matériel écologique et de pompes;

- une aide continue à l'industrie automobile sur les capacités d'approvisionnement au Canada ayant entraîné l'installation de matériel canadien pour \$75 à 100 millions;

- des initiatives visant des accords de rationalisation et de spécialisation pour la production de turbines à gaz, de meules, de compacteurs, de perceuses industrielles, de systèmes sécuritaires en chambres fortes, de lessiveurs en discontinu, de matériel informatique et de matériel de traitement des gisements pétrolifères;

- l'évaluation des possibilités de production pour des produits comme des tours à freins, des démonte-pneus, des épandeurs de semence, du matériel de chauffage et du matériel de plomberie.

Les machines canadiennes ont continué à réaliser d'importants gains sur les marchés d'exportation et à démontrer l'important potentiel de ventes futures à l'exportation. Voici les faits saillants des efforts déployés par la Direction pour développer les exportations au cours de l'année:

- l'approbation de 72 demandes dans le cadre du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) avec des ventes possibles évaluées à \$600 millions;

- la participation à huit foires commerciales internationales et l'organisation de neuf missions commerciales. Ces activités engendreront des ventes possibles supérieures à \$350 millions.

Technologie

Au cours de l'année, huit Instituts de recherche industrielle (IRI) et Centres de technologie de pointe (CAT) ont reçu des subventions destinées à les encourager à entreprendre des projets de recherche et de développement et à fournir des services technologiques à l'industrie. Sept IRI et trois CAT créés dans le cadre du programme sont maintenant autonomes financièrement.

Des ententes ont été signées avec l'université de Waterloo et avec l'École Polytechnique de Montréal en vue d'accorder des fonds pour la création et le fonctionnement de Centres d'innovation industrielle. Ces centres évalueront les intentions et aideront à mettre au point et à commercialiser de nouveaux produits et à créer de nouvelles compagnies à base technologique.

Le Ministère a continué à financer deux Associations de recherches industrielles (IRA): le Sulphur Development Institute of Canada et le Centre de recherche et de développement en maçonnerie. Deux autres organismes à savoir le Canadian Gas Research Institute et l'Institut de soudage du Canada, sont maintenant autonomes financièrement grâce aux revenus tirés de contrats passés avec l'industrie.

La Division a maintenu son aide à quatre Centres d'études internationales des affaires dans des univer-

sités canadiennes et à des Instituts de conseils en gestion à l'université de l'Alberta et à l'université Laval. Les négociations se sont poursuivies avec les trois provinces des Prairies en vue de créer un Centre d'études internationales des affaires dans cette région.

Au cours de l'année dix récompenses ont été accordées dans le cadre du Programme des études sur les innovations technologiques: neuf à des universités et une à un chercheur indépendant. Plus de 4 000 exemplaires de rapports publiés dans le cadre de ce programme ont été distribués. Ils couvraient des sujets comme le transfert international de la technologie au Canada et les répercussions sur l'emploi de l'introduction des systèmes de conception et de fabrication assistées par ordinateur (CAD/CAM).

Des travaux ont été achevés sur la consolidation en un seul programme de divers programmes d'aide gérés par le Ministère. Ce programme s'appellera le Programme d'aide aux institutions.

Un programme actif a été conservé pendant l'année en vue d'accroître l'utilisation du système CAD/CAM dans l'industrie canadienne. Le Conseil pour l'avancement de la technologie pour la conception et la fabrication assistées par ordinateur (CAD/CAM) créé par le Ministère en 1978, a publié un important rapport sur le sujet intitulé "Opération Survie". Quelque 1 300 exemplaires de ce rapport ont été distribués dans tout le Canada. Des comités internes et interministériels ont été créés pour étudier le rapport et préparer des recommandations menant à des actions futures du gouvernement en vue de promouvoir l'adoption de cette technologie

Des efforts accrus ont été déployés pour créer une prise de conscience face aux activités et aux développements nationaux et internationaux dans les domaines de la biotechnologie et du génie génétique. Des arrangements ont été faits pour permettre la visite d'une délégation ouest-allemande dans des sociétés canadiennes impliquées dans cette technologie, et des réunions ont eu lieu pour parler de projets éventuels coopératifs de développement technologique entre le Canada et la République fédérale d'Allemagne dans le cadre de l'Accord existant sur les échanges scientifiques et technologiques.

La Division a contribué à la mise au point d'un Programme spatial quinquennal pour le Canada et à l'achèvement d'une étude sur la mise en marché des produits de l'industrie spatiale. Une séance d'information sur le Programme spatial du Canada a été organisée pour l'industrie en décembre 1980 et la Division a poursuivi sa surveillance des activités dans le cadre de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne.

Des travaux ont été entrepris en vue d'élargir la portée du Programme de recherche et de développement de l'énergie industrielle (IERD) et ils seront achevés au début de la prochaine année.

Les travaux se sont poursuivis pour la mise en application de l'Accord du GATT sur les obstacles techniques au commerce que le Canada a signé en 1979. Une ébauche de directive a été préparée et elle énonce les procédures et les pratiques que les ministères et organismes fédéraux devront suivre au moment de préparer, d'adopter ou d'appliquer les règlements techniques, normes et systèmes de certification.

Un contrat a été signé avec le Conseil canadien des normes pour la création et le fonctionnement d'un centre d'information destiné à fournir des renseignements sur les normes, les règlements techniques et les systèmes canadiens de certification.

Industries de transformation des richesses naturelles

Sidérurgie

Le Ministère a poursuivi ses consultations actives avec l'industrie sidérurgique canadienne par l'intermédiaire du Groupe consultatif de l'industrie sidérurgique canadienne. Les activités industrielles et commerciales (de promotion) ont été exécutées en collaboration avec les entreprises membres de l'Institut canadien de la construction en acier, de l'Institut canadien de la tôle d'acier pour le bâtiment et de l'Association canadienne pour la recherche dans l'industrie sidérurgique.

Une aide a été accordée à un large éventail de sociétés dans le cadre de divers programmes d'aide à l'industrie, dont le PDME, le PEE et la Loi sur les subventions au développement régional. Une attention toute particulière a été consacrée aux possibilités commerciales découlant de la mission de recherche sur l'acier de structure canadien au Venezuela, à Trinidad et Tobago à Porto Rico et au Mexique, organisée par la Division au printemps 1980.

Le rapport intitulé "Acier de construction et bâtiments d'acier du Canada" a été publié et distribué.

Des consultations ont eu lieu avec des fonctionnaires américains à propos des problèmes mutuellement préoccupants dans la sidérurgie. Des consultations ont également eu

lieu avec des gouvernements membres du Comité de l'acier de l'OCDE à Paris et du Comité de l'acier de la Commission économique pour l'Europe à Genève. La Division a accueilli pendant trois semaines une mission du ministère des Industries métallurgiques de la République populaire de Chine sur la technologie de stabilisation des pentes dans les mines à ciel ouvert. Cette mission a visité des mines de fer et d'amiante au Québec et au Labrador.

Minéraux industriels

Grâce aux efforts de développement des marchés déployés par la Division, l'industrie du charbon a poursuivi sa forte croissance exportatrice en 1980 avec des exportations qui ont atteint \$793 millions.

En 1980-1981, d'importants contrats d'une valeur de \$11,5 milliards ont été signés avec le Japon pour la livraison de charbon sur une période de 15 ans.

Les efforts de développement des exportations de charbon ont été soutenus grâce à la venue de missions de la CEE, du Royaume-Uni, d'Italie, d'Espagne et des Philippines. En collaboration avec les ministères fédéraux de l'Expansion économique régionale (MEER) et de l'Énergie, des Mines et des Ressources (EMR), ainsi qu'avec les gouvernements provinciaux de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de la Nouvelle-Écosse, une étude sur les marchés du charbon thermique a été effectuée dans 18 pays. Une liaison permanente a été maintenue avec les compagnies de charbonnages, les gouvernements provinciaux, les ambassades canadiennes et les ministères fédéraux sur les perspectives actuelles de vente de charbon. Des consultations ont eu lieu avec des ministères fédéraux à propos de projets de dépenses fédérales reliés à l'exploitation de

gisements de charbon au nord-est de la Colombie-Britannique et au Cap Breton.

La Division a continué à s'occuper des intérêts de l'industrie canadienne de l'amiante dans le contexte des mesures réglementaires proposées par d'autres pays. Des réunions interministérielles fédérale-provinciale ont eu lieu pour mettre au point une position réglementaire compatible à la fois avec la responsabilité du gouvernement de protéger la santé du public et avec sa responsabilité d'établir un milieu dans lequel l'industrie privée peut faire progresser le niveau de vie général. Des entretiens ont également eu lieu avec des responsables des Communautés européennes, des États-Unis, de la République fédérale d'Allemagne, de la Suède et du Danemark. Les préparatifs d'un colloque mondial sur l'amiante et la santé, qui se tiendra à Montréal en 1982, ont débuté.

La Division a encouragé la formation d'une association industrielle, formée en novembre 1980, en vue de représenter les producteurs canadiens de meules. L'association et la Division ont entrepris depuis lors des travaux de liaison d'intérêt mutuel entre l'industrie et le gouvernement.

Fabrications en métal

En collaboration avec la Commission des Communautés européennes, le Ministère a organisé une mission en Europe en vue d'étudier et d'évaluer les dernières techniques de transformation du cuivre. Lors d'un colloque technique, des industriels canadiens et européens ont présenté des exposés sur les progrès technologiques dans le coulage et le laminage du cuivre en continu. Certains membres de la délégation ont visité des usines en Belgique, en France, en RFA et au Royaume-Uni après le colloque.

D'autres ont étudié les processus de technologie avancée en Finlande et en Suisse.

La Division a organisé une mission d'acheteurs de Norvège et de Suède qui ont rencontré six producteurs de moulages en cire perdue en Ontario et au Québec.

Au cours de l'année, la Division a entrepris des études de marché pour l'exportation de fils métalliques, de cylindres à propane, de cadres de portes en acier, de fournitures pour électroplastie, de tubes en alliage de cuivre, de cuivre battu et de raccords de tuyauterie en laiton.

Métaux non ferreux

Une mission technique composée de 15 représentants de l'industrie minière canadienne et du gouvernement fédéral s'est rendue en visite au Japon en mars 1981. Le programme, organisé en collaboration avec l'Association japonaise de l'industrie minière, a comporté des visites d'usines et des réunions officielles avec des organismes gouvernementaux et des associations industrielles du Japon.

La mission a étudié les secteurs d'échanges techniques sur le processus de fusion et d'affinage des minerais sulfurés. Un certain nombre de débouchés commerciaux ont été identifiés par les compagnies canadiennes et sont en cours d'exploration.

La Division a organisé la visite de 12 ingénieurs miniers et géologues yougoslaves venus pour étudier les mines d'uranium et la technologie connexe. La visite a comporté entre autres la participation à la réunion annuelle de l'Institut canadien des mines et de la métallurgie à Toronto et des visites à la centrale nucléaire de l'Hydro Ontario à Pickering, des installations

de recherche de la CANMET et de la Commission géologique du Canada à Ottawa, de la Saskatchewan Mining Development Corporation, de la mine Eldorado à Uranium City et de la mine Rio Algom's Quirke à Elliot Lake. De plus, la délégation a rendu visite au Groupe des ressources minérales du ministère des Richesses naturelles de l'Ontario et à des firmes de matériel d'exploration et d'exploitation minière à Toronto et à Sudbury.

Une délégation canadienne dirigée par la Division a assisté aux réunions du Groupe international d'étude du plomb et du zinc pour discuter de la situation du marché mondial de ces métaux.

Métaux et politiques des minéraux

Au cours de l'année, la Division a lancé l'examen des politiques du secteur des métaux et des minéraux et a mis en oeuvre un programme de travail détaillé comportant des analyses économiques, commerciales et des produits, ainsi que des consultations.

La Division a entrepris un projet d'analyse pour évaluer l'incidence de l'impôt sur le taux de rendement et une étude des répercussions des facteurs de production sur la production dans les diverses industries des métaux et des minéraux.

La Division participe à la coordination des activités de coopération industrielle du Groupe des métaux et minéraux dans les Communautés européennes, en France, en Suède, au Japon et en Australie. La Division a participé activement à la création d'un Groupe de travail sur la transformation des richesses naturelles avec le Japon.

Le Groupe de travail fédéral-provincial sur l'amiante a mis au point, avec les services de secrétariat fournis par la Division, un

document sur la situation du Canada à propos de la réglementation de l'amiante.

Produits primaires du bois

La troisième phase du Programme co-opératif d'expansion des marchés outre-mer a été lancée pour une nouvelle période de cinq ans jusqu'en décembre 1985. Le programme, financé conjointement par Industrie et Commerce, par le gouvernement de la Colombie-Britannique et par le Conseil des industries forestières de la Colombie-Britannique, s'occupe de la promotion des produits canadiens du bois (bois de construction tendre, contreplaqué, bardeaux et bardeaux de fente) sur les marchés outre-mer. La Division gère le programme conjointement avec les deux autres participants. Les exportations du Canada outre-mer sont passées de \$245 millions en 1970, avant la première phase du programme, à \$1,4 milliard en 1980.

En 1980, les marchés canadiens et américains pour les produits du bois ont connu un ramollissement considérable en raison de la diminution de la construction de logements. En conséquence, la Division a mis davantage l'accent sur le développement des marchés outre-mer pour le bois de construction, le contreplaqué et les autres produits primaires du bois. Les exportations outre-mer en provenance de l'est et de l'ouest du Canada ont augmenté de plus de 20 pour cent par rapport à 1979.

La Division a coordonné la réaction canadienne à la récente réglementation de la CEE qui exige que chaque envoi de bois de construction tendre destiné à la CEE soit accompagné d'un certificat phytosanitaire délivré par Agriculture Canada et certifiant l'absence de scolytes. Étant donné que cette mesure nécessiterait plus de 30 000 inspections détaillées par année et pourrait

entraîner de graves problèmes pour l'approvisionnement des marchés européens, la Division a établi une liaison avec neuf associations industrielles ainsi qu'avec les autres gouvernements concernés. De plus, elle a organisé une réunion entre la CEE, des fonctionnaires du gouvernement canadien et des représentants de l'industrie qui a abouti à un compromis et à un moratoire. Cette mesure permet aux inspecteurs des scieries du secteur privé de certifier qu'un envoi particulier a été produit à partir de grumes écorcées et est conforme aux exigences phytosanitaires du pays importateur. On prévoit trouver d'ici peu une solution permanente fondée sur ce programme surveillé par l'industrie.

Dans le cadre des efforts permanents de développement des exportations, des présentations ont été faites dans cinq villes américaines et à Québec au nom de l'industrie canadienne du bois de construction et des panneaux de copeaux. La Division a organisé et dirigé une mission d'importateurs de bois de construction de la République fédérale d'Allemagne qui a étudié les possibilités de production et d'exportation du Canada en vue d'augmenter les importations de bois de construction de notre pays.

La Division a présenté des exposés particuliers lors de la réunion annuelle du Comité du bois d'oeuvre de la Commission économique pour l'Europe, lors du Colloque de la même Commission sur les produits en panneaux et lors d'autres conférences internationales. La Division a également appuyé les Comités conjoints de coopération économique ou industrielle avec le Japon, Cuba, l'Algérie et la Norvège.

Pâtes et papiers

Le Programme de modernisation des pâtes et papiers, annoncé en février 1979, a progressé en 1980-

1981. Il encourage les avantages socio-économiques grâce à un accroissement des investissements dans des projets comme la réduction de la pollution et la conservation de l'énergie. Jusqu'à présent, une aide de \$248 millions a été offerte pour des projets précis, ce qui a provoqué des dépenses de quelque \$2 milliards de la part de l'industrie. Des ententes de partage des coûts ont été signées avec le Québec, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick. La Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve devraient signer des ententes sous peu alors que les provinces de l'Ouest ne participent pas au programme.

La Division a continué à promouvoir la coopération industrielle en participant à des comités internationaux dont: le Groupe de travail Canada-CEE de coopération industrielle sur les produits forestiers, le Comité économique mixte Canada-Japon, le Groupe de travail Canada-URSS sur les industries des produits forestiers, le Comité du système harmonisé du Conseil de coopération douanière, le Comité mixte Canada-Cuba et le Groupe de travail de l'OCDE sur les pâtes et papiers.

Produits du bois manufacturé

La baisse du potentiel sur le marché national provoquée par la faible croissance démographique, la modification de la cellule familiale et les taux d'intérêt élevés, alliée à la forte croissance sur les marchés internationaux, a fait du développement des échanges la principale activité de la Division des produits du bois manufacturé. Elle a participé à de nombreuses missions et expositions commerciales, ainsi qu'à des études de marché et des recherches de débouchés.

Les exportations ont atteint \$400 millions en 1980-1981 comparative-ment à \$175 millions en 1975. Même si les États-Unis sont demeurés le

premier marché d'exportation, la croissance principale s'est effectuée en Europe de l'Ouest, au Japon et au Moyen-Orient.

Au cours de l'année, les préoccupations mondiales touchant la conservation de l'énergie ont continué à provoquer un intérêt très vif pour la technique canadienne de construction des maisons à charpente de bois et pour les produits connexes du bois. De nombreuses délégations, notamment d'Italie, de RFA, des Pays-Bas et du Japon, sont venues au Canada pour étudier le système et les approvisionnements.

Direction générale de la commercialisation des grains

Les exportations des principaux produits, oléagineux et céréales ont été évaluées à \$5,6 milliards en 1980 comparativement à un peu plus de \$4 milliards en 1979. Les exportations des principaux produits et céréales ont été les suivantes en 1980: blé, 16,76 millions de tonnes (\$3,8 milliards); orge, 2,7 millions de tonnes (\$404 millions); avoine, 219 000 tonnes (\$25 millions); seigle, 453 000 tonnes (\$87 millions); maïs, 749 000 tonnes (\$129 millions); farine de blé, 432 000 tonnes (\$160 millions); et les principaux oléagineux, 2,02 millions de tonnes (\$613 millions). La Direction générale a contribué à cette augmentation des exportations grâce à des ventes de céréales à crédit garanties par le gouvernement. Ces ventes représentent environ un tiers de toutes les ventes de blé et une partie des ventes d'orge et d'avoine.

La Direction générale a également parrainé des missions commerciales étrangères et huit colloques techniques dans des pays actuellement importateurs ou clients potentiels. Une importante étude mondiale du marché du malt et de l'orge de brasserie a été achevée

et le rapport a été distribué à l'industrie.

La Commission canadienne du blé a signé au cours de l'année des accords de livraison à long terme avec le Mexique, le Ghana et le Liban. Une entente d'un an a également été signée avec le Japon pour la livraison de blé et d'orge.

Dans le secteur des oléagineux, la capacité de traitement du canola continue de s'accroître avec l'expansion des installations existantes. La construction d'une nouvelle usine de broyage d'une capacité journalière de 600 tonnes a débuté au Manitoba. En 1980, le broyage des oléagineux a atteint environ 1,8 million de tonnes.

Les paiements anticipés versés aux producteurs en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies ont diminué de 40 pour cent pour atteindre environ \$60 millions par suite de l'amélioration continue des possibilités de livraison des céréales. Les intérêts, pris en charge par le gouvernement, ont atteint \$2,7 millions, soit 42 pour cent du niveau de l'année précédente.

Le 1^{er} août 1980, la politique canadienne du double-prix du blé a été modifiée pour permettre au prix intérieur payé aux meuniers de fluctuer entre \$5 et \$7 le boisseau (entre \$183,72 et \$257,21 la tonne) au lieu d'emmagasinage à Thunder Bay.

La Société de l'usine pilote d'amélioration des protéines, huiles et féculents a poursuivi ses activités d'expansion de l'industrie de transformation alimentaire grâce à une aide d'exploitation de \$640 000 obtenue du Ministère.

L'Institut international du Canada pour le grain, financé conjointement par Industrie et Commerce et

par la Commission canadienne du blé, a élargi en 1980-1981 ses activités de développement des marchés internationaux et a offert toute une gamme de programmes nationaux à l'industrie canadienne. Treize cours ont été offerts, dont deux cours internationaux et quatre programmes spécialement mis au point pour des pays clients.

La Direction générale a parrainé des missions commerciales en provenance du Japon, de l'Algérie et de la Hongrie. Des colloques techniques sur le canola ont été organisés en Inde, au Pakistan, au Bangladesh, en Algérie, au Maroc, en Tunisie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en République populaire de Chine. Des échanges de renseignements et de compétences techniques ont été réalisés avec l'Inde et des consultations annuelles ont eu lieu entre des représentants de l'industrie et des gouvernements du Canada et du Japon. Par suite du programme de colloques, 1 000 tonnes d'huile de canola ont été envoyées pour évaluation au Pakistan et la Hongrie a acheté du tourteau de canola canadien pour effectuer des essais prolongés d'alimentation du bétail.

Avec l'aide du PDME, la Direction générale a commencé une étude de faisabilité d'un consortium d'exportation composé de broyeurs canadiens de canola et un malteur canadien a entrepris un voyage de recherche de marchés d'exportation.

Design Canada/Conseil national de l'esthétique industrielle

Le Conseil national de l'esthétique industrielle s'est réuni trois fois en séances plénières en 1980-1981. En outre, un certain nombre de réunions du comité consultatif et de groupes de travail ont eu lieu. Le Conseil a continué à promouvoir le bon design dans les produits des industries canadiennes, en mettant particulièrement l'accent sur l'établissement de communications ef-

ficaces avec l'industrie, les associations, les gouvernements, les établissements d'enseignement et le grand public.

La présentation annuelle des récompenses en esthétique industrielle aux compagnies et aux particuliers ayant bien utilisé le design comme outil pratique, efficace et rentable de commercialisation a eu lieu à Toronto.

L'exposition Olivetti Design Process Exhibit, parrainée conjointement par l'université Carleton, Design Canada, le Conseil national de l'esthétique industrielle et la compagnie Olivetti Canada Ltd., a été organisée à Ottawa du 1^{er} au 6 octobre 1980. Le Conseil a présenté une exposition lors du Salon international Batimat qui s'est déroulé à Montréal du 23 au 28 mars 1981.

Un Conseil consultatif fédéral-provincial du design a été créé comme tribune de discussions et de coopération pour la promotion du design et la mise au point d'une stratégie globale canadienne du design. Les dix provinces y participent.

Un concept de relations publiques a été élaboré pour tirer profit au maximum de tous les programmes et événements de promotion du design. Il sera mis en oeuvre en 1981-1982.

Perfectionnement professionnel

Design Canada a accordé un total de 14 bourses en 1980-1981: sept pour des études en design industriel, six en design graphique et une en design du textile.

Pendant la Semaine du design à Ottawa, un colloque intitulé "Le design et le marché international" a été organisé pour les étudiants en design industriel. Il a été parrainé par Design Canada, Olivetti Canada Ltd. et l'Association des designers industriels du Canada.

La Conférence nord-américaine sur le design a eu lieu à Toronto les 6 et 7 mars 1981. Elle a été parrainée par le Conseil international des sociétés de design industriel (CISDI), l'Industrial Design Society of America (IDSA) et le Conseil national de l'esthétique industrielle (CNEI), et constituera la base d'une publication conjointe du CNEI et du CISDI qui sera présentée lors de la Conférence du CISDI à Helsinki en août 1981.

Programmes de design

Le Programme de gestion de la mise au point des produits (PDMP), programme d'aide fédéral-provincial à frais partagés, a fonctionné pendant un an dans neuf provinces. Il a aidé au total 173 entreprises à appliquer le procédé de design global des produits.

Plusieurs colloques et ateliers ont été organisés à divers endroits pour promouvoir l'application du design dans les produits de certains secteurs industriels. Par exemple, un colloque a été organisé le 10 avril 1980 à Ottawa pour les entreprises électroniques à haute technologie.

De plus, des colloques fructueux sur "Le design et le conditionnement" ont été organisés à Winnipeg, Vancouver et Halifax. Les principaux bénéficiaires en ont été les petites entreprises et surtout les conditionneurs d'aliments transformés.

Des colloques sur "Le Design élément essentiel du processus de mise en marché de l'industrie touristique" ont été organisés à Halifax et Toronto en mars 1981. Ils ont été parrainés conjointement par l'Office du tourisme du Canada (OTC) et par Design Canada à l'intention des propriétaires et gérants d'hôtels et de motels privés.

Design Canada a offert des services consultatifs et des conseils aux petites et moyennes entreprises canadiennes. En outre, il a offert son aide et ses conseils pour évaluer les éléments de design des demandes d'aide présentées par les compagnies dans le cadre du Programme d'expansion des entreprises (PEE).

TOURISME

Les recettes internationales ont fait du tourisme un des six principaux générateurs de devises étrangères au Canada en 1980-1981. Le Canada a attiré une part considérable des voyageurs étrangers bien que l'inflation, la récession et les coûts énergétiques élevés aient ralenti le tourisme dans le monde. Le taux de change du dollar canadien par rapport aux monnaies étrangères a constitué un facteur positif pour l'industrie touristique canadienne.

Les recettes touristiques du Canada en 1980 ont été évaluées à \$12,8 milliards comparativement à \$12,3 milliards en 1979. Les Canadiens ont dépensé environ \$9,5 milliards en 1980, soit une légère augmentation par rapport aux \$9,4 milliards dépensés en 1979. Plus de 38 millions de visiteurs américains ont dépensé \$2,1 milliards. C'est la première fois que les recettes provenant des États-Unis ont dépassé le plafond des \$2 milliards. En 1979, il y avait eu 31 millions de visiteurs américains pour des recettes totales de \$1,8 milliard.

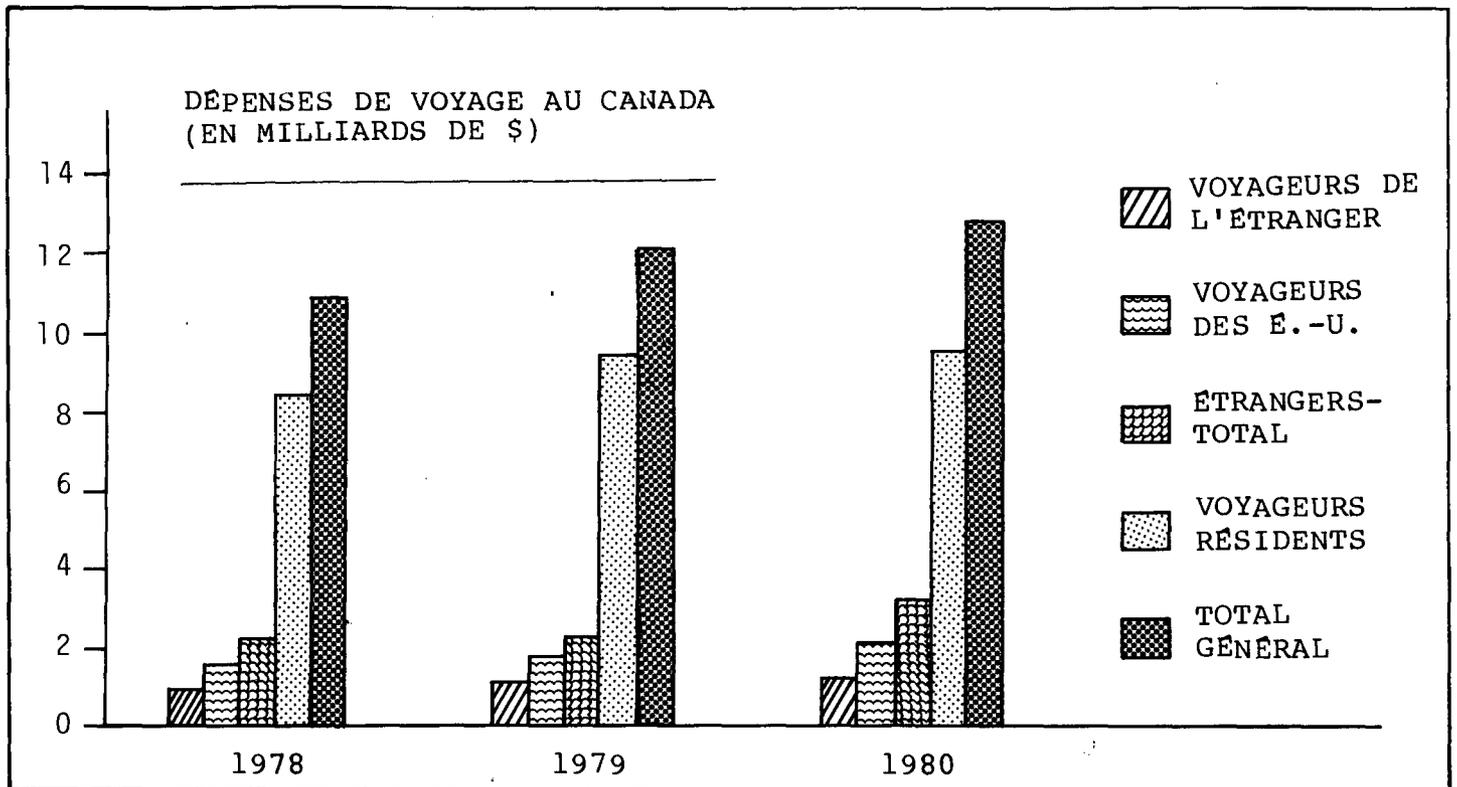
Environ 2,2 millions de visiteurs d'outre-mer ont dépensé \$1,2 milliard en 1980 comparativement à deux millions de visiteurs en 1979 avec des recettes de \$1 milliard. Le déficit touristique est passé de \$1,068 milliard en 1979 à \$1,138 milliard en 1980.

Marketing

L'Office de tourisme du Canada (OTC) a maintenu 27 bureaux de promotion et d'expansion des marchés en 1980-1981: six au Canada, 14 aux États-Unis et un en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Australie, au Mexique et au Japon.

Des publicités pour des vacances au Canada ont été placées dans des périodiques et ont atteint près de 70 pour cent des Canadiens. Une campagne dans les publications ethniques a invité les Néo-Canadiens à visiter le Canada et a également encouragé leurs parents et amis à venir leur rendre visite.

Environ \$50 millions d'affaires ont été transigées lors du quatrième Rendez-vous Canada annuel organisé



du 18 au 22 mai 1981 à Winnipeg, soit une augmentation de \$13 millions par rapport à 1979. Ce marché international a attiré 274 organismes vendeurs et 198 organismes acheteurs, ce qui représente une augmentation importante par rapport aux chiffres respectifs de 132 et 154 atteints en 1979.

Le programme "Canada: Faites le tour!", qui encourage les Canadiens à voyager au Canada, a offert 62 voyages forfaitaires à des prix compétitifs en 1980. Les partenaires de l'OTC dans ce programme sont Air Canada, CP Air, VIA Rail, Pacific Western Airlines, Nordair et Voyageur. En 1981, le nombre de voyages offerts est passé à 120.

L'OTC a adopté une nouvelle stratégie aux États-Unis pour traiter les problèmes reliés à l'énergie et à l'inflation. Les principales initiatives ont comporté:

- la participation à un consortium des principales compagnies de transport et associations d'autobus pour mettre au point un programme de sensibilisation destiné aux agents de voyages;

- 65 présentations de marché dans 31 villes américaines pour réunir 21 000 personnes influentes dans le domaine des voyages et plus de 600 fournisseurs de produits touristiques;

- un programme de marketing direct visant à encourager 26 000 agents et directeurs de voyages à vendre des vacances au Canada et à motiver environ huit millions d'éventuels voyageurs américains à passer des vacances au Canada;

- la préparation, en collaboration avec des maisons de production de télévision américaines, de deux émissions spéciales qui seront vues par environ 50 millions de téléspectateurs aux États-Unis;

- la coordination et la surveillance des bénéfiques touristiques du programme d'avantages industriels de la société McDonnell Douglas Aircraft Corp. qui pourrait signifier \$290 millions de recettes touristiques au cours des 13 prochaines années en échange de l'achat par le Canada de 137 nouveaux avions de combat CF-18 Hornet;

- d'importantes campagnes publicitaires aux États-Unis pour promouvoir les vacances printemps/été et automne/hiver, y compris la distribution du supplément sur les voyages "Travel Times" à plus de 2,5 millions de foyers dans 23 grandes villes américaines;

- le début d'un programme de marketing à long terme, en collaboration avec Delta Airlines et d'importants grossistes de voyages, pour promouvoir 14 voyages forfaitaires au Canada par l'intermédiaire de tous les bureaux de vente régionaux de la compagnie aérienne aux États-Unis.

L'OTC a fait de la publicité dans les principales publications du Royaume-Uni, de la France, des Pays-Bas, du Japon, de l'Australie, de l'Allemagne et du Mexique, y compris un encart dans The Observer, dont le tirage dépasse un million d'exemplaires, ainsi qu'une vaste campagne télévisée au Japon en collaboration avec CP Air. Des publicités conjointes ont été faites avec les principaux partenaires industriels en Australie, au Mexique, en Allemagne et aux Pays-Bas.

Le programme "Bienvenue au Canada" a été lancé dans 120 postes frontalières entre le Canada et les États-Unis.

L'OTC a parrainé les spectacles présentés avant et pendant le match de la Coupe Grey, ainsi qu'une campagne dans la Fonction publique en collaboration avec l'Association

de l'industrie touristique du Canada (AITC).

L'OTC a également:

- entrepris un travail initial d'étude et de promotion en Amérique latine, en Asie du Sud-Est et en Espagne;
- distribué plus de huit millions de brochures publicitaires et de documents de promotion;
- parrainé plus de 100 colloques de promotion au Canada, aux États-Unis et outre-mer;
- offert des tournées au Canada à quelque 400 représentants des médias;
- préparé une centaine d'articles sur les voyages pour des publications canadiennes et américaines;
- préparé 18 publications, parfois dans 10 langues, pour les consommateurs et l'industrie touristique.

Développement du tourisme

Environ \$250 millions avaient été alloués aux ententes auxiliaires sur le développement du tourisme dans tout le Canada à la fin de l'année financière et cette somme devra être dépensée pendant la durée des ententes auxiliaires d'une durée moyenne de trois à quatre ans.

Une aide totale de \$62 millions en biens d'équipement a été accordée dans le cadre d'une nouvelle initiative à Vancouver, Toronto, Montréal, Windsor Hamilton, Charlottetown et Halifax pour la construction de centres de commerce et de congrès.

Au cours de l'année, l'OTC a entrepris un inventaire des installations touristiques du Canada et publié deux nouveaux manuels destinés à l'industrie touristique portant

sur les terrains de camping dans les années 80 ainsi qu'un répertoire des cours offerts en tourisme/accueil/loisirs.

La Direction du développement touristique a aidé à convaincre le Bureau international du tourisme social de tenir son premier congrès nord-américain au Canada.

De nouveaux bureaux de développement régionaux ont été ouverts à Edmonton, Québec et Toronto.

L'OTC a fourni une aide pratique et un emplacement à l'équipe culinaire canadienne lors des Olympiades de la cuisine gastronomique organisées en Allemagne. L'équipe canadienne s'est classée troisième.

Planification et coordination des politiques

La Division de la recherche et de l'analyse de la Direction de la planification et de la coordination des politiques a réalisé quatre Enquêtes trimestrielles sur les voyages des Canadiens couvrant toute l'année 1980 et a présenté des informations sur les marchés à l'industrie touristique et à ses partenaires dans cinq villes européennes et dans 18 centres canadiens.

La Division a étudié l'attitude des Japonais face au Canada comme destination de vacances et a effectué des sondages des marchés en Australie et en Suisse.

La Division a entrepris la révision des modèles de tourisme futur (MTF) de l'OTC, ainsi que la conversion du répertoire des voyages à forfait de l'OTC d'un guide en un système automatisé.

La Division de la formulation des politiques a terminé la Stratégie nationale du tourisme pour la présenter au Cabinet.

La Division a également préparé un rapport sur les conséquences des problèmes énergétiques sur le tourisme jusqu'en 1985 et élaboré des réponses générales aux scénarios énergétiques. L'OTC a participé aux travaux d'un Groupe de travail fédéral-provincial sur l'énergie et le tourisme.

De plus, la Division a entrepris l'analyse des Études suivies sur les communications-marketing (Europe) dans le but d'en utiliser plus efficacement les résultats dans les communications-marketing. Les études ont été entreprises à l'origine par la Division de la recherche afin d'identifier les besoins et les souhaits des voyageurs européens. La Division a également analysé le marché touristique américain et ses neuf principales régions.

En janvier 1981, le représentant de la politique régionale dans les provinces atlantiques s'est vu confier la responsabilité de toutes les activités du Programme touristique fédéral dans cette région.

Le Secrétariat de coordination de la Direction a fourni une aide pratique et des services de secrétariat lors de la Conférence canadienne 1980 des représentants officiels du tourisme, de la Conférence fédérale-provinciale sur le tourisme et du Comité consultatif gouvernement/AITC. Le secrétariat a également préparé de la documentation pour la participation de l'OTC à la Conférence mondiale sur le tourisme à Manille et aux réunions du Comité de l'OCDE sur le tourisme à Paris.

PERSONNEL

Un nouveau programme de planification des carrières a été mis sur pied au niveau des cadres supérieurs.

En augmentant le niveau de responsabilité des gestionnaires, on a pu réaliser un contrôle plus efficace du processus d'évaluation.

Le Comité supérieur de gestion a approuvé les recommandations visant à promouvoir le Programme des langues officielles, en mettant l'accent sur la participation des francophones, la mise au point de sous-sections bilingues, la fourniture d'un service téléphonique bilingue et l'amélioration des niveaux de connaissances linguistiques.

La Division de la classification a coordonné des programmes de conversion dont deux ont impliqué plus de 200 postes dans la catégorie de la haute direction et un autre 60 postes dans le groupe Économie Statistique et Sociologie.

L'identification des besoins de formation et de perfectionnement a été intégrée au processus de planification de la gestion du personnel.

ÉLABORATION ET ANALYSE DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La Direction générale de l'élaboration et de l'analyse de la politique économique a fourni au Ministère des renseignements économiques, des recherches, des analyses et des services de planification et de coordination des politiques.

La Direction de l'analyse commerciale et structurelle a rassemblé des données sur le commerce international à partir de sa banque de données commerciales aux Nations-Unies et de simulations économiques du Modèle canadien Explor (MCE) du Ministère. La Direction a réalisé des projets analytiques dans les domaines de l'économie internationale, de la politique commerciale, du développement et de l'ajustement industriel. Ce travail revêtait une importance particulière dans l'élaboration d'un Programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'oeuvre.

La Direction de l'analyse micro-économique a étudié le financement de la haute technologie, les secteurs en déclin, les lignes directrices en matière de propriété étrangère, l'évaluation du rendement, l'ajustement industriel, ainsi que les coûts et avantages économiques de la protection du commerce. La Direction a également étudié le rôle des entreprises multinationales dans le développement industriel du Canada. En outre, elle a effectué son enquête semestrielle sur les investissements des entreprises et son enquête annuelle sur les filiales sous contrôle étranger. Plusieurs rapports découlant de l'enquête sur les investissements des entreprises ont été publiés.

La Direction des renseignements économiques a fourni des renseignements sur les conditions économiques actuelles et à court terme au

Canada et à l'étranger. Elle a également publié des études périodiques sur la performance commerciale et la situation concurrentielle du Canada.

Une Direction des projets spéciaux est en cours de formation. Elle constituera un centre des compétences du Ministère sur les coûts et avantages et sur l'analyse des projets.

BUREAU DES AFFAIRES RÉGIONALES

En 1980-1981, le Ministère a créé un Bureau des affaires régionales. Le Bureau coordonnera les responsabilités régionales d'I et C. Il constituera aussi un centre des relations du Ministère avec les provinces et les ministères et organismes fédéraux impliqués dans le développement économique régional et la diversification de l'industrie.

COMMISSION DU SYSTÈME MÉTRIQUE

À la fin de l'année financière, le programme canadien de conversion au système métrique était achevé à 56 pour cent. La planification et le calendrier de plus de 96 secteurs sont terminés et la mise en application est bien avancée. Au total, 37 secteurs ont achevé au moins 75 pour cent de leurs activités planifiées.

La Commission canadienne du système métrique a organisé 60 réunions depuis le lancement du programme en 1972. Le Comité interministériel de la conversion au système métrique, qui coordonne les activités de conversion du gouvernement fédéral, s'est réuni 20 fois.

Les provinces et les territoires mettent en oeuvre leurs propres programmes de conversion au système métrique par l'intermédiaire de mesures législatives et réglementaires. Dans neuf des 12 capitales provinciales et territoriales, des centres d'information fonctionnent avec un partage des frais. Le Comité intergouvernemental de la conversion au système métrique s'est réuni 24 fois.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE
État des dépenses pour l'année financière 1980-1981

<u>Programme commercial et industriel</u>	\$ (000)
Dépenses d'exploitation	
- Traitements et pensions de retraite	86 688
- Autres	<u>51 475</u>
	138 163
Subventions et contributions	
- Programme d'expansion des entreprises	55 002
- Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense	94 932
- Programme de développement des marchés d'exportation	11 402*
- Subventions pour la construction de bateaux de pêche et de commerce	71 736
- Conversion au système métrique	2 824
- Centres de commerce et de congrès	9 276
- Prêts aux petites entreprises - pertes	5 058
- Paiement des pertes d'assurance du PEE	8 402
- Paiement des pertes d'assurance de la SEE	2 779
- Paiements pour la construction de cales sèches	22 214
- Divers	<u>4 386</u>
	288 011
Prêts et investissements	
- Prêts à la société de Havilland Aircraft	1 660
- Prêts consentis à l'industrie du matériel de défense pour l'aider à moderniser ses usines	21 467
- Prêts consentis à Canadair pour le financement des avions-citernes	<u>14</u>
	<u>23 141</u>
	<u>449 315</u>
 <u>Programme du tourisme</u>	
Dépenses d'exploitation	
- Traitements et pensions de retraite	8 911
- Autres	<u>21 066</u>
	29 977
Subventions et contributions	
- Divers	<u>1 613</u>
	<u>31 590</u>

* Comprend: PDME, \$9 044 029; les carnets ATA, \$24 833; la Chambre de commerce britannique, \$6 000; Programme d'aide au développement des marchés des produits agricoles et alimentaires, \$498 944; la pêche, \$200 000; la sylviculture de Colombie-Britannique, \$1 628 279.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE
État des dépenses pour l'année financière 1980-1981 (suite)

<u>Programme des céréales</u>	\$ (000)
Dépenses d'exploitation	
- Traitements et pensions de retraite	1 323
- Autres	<u>686</u>
	<u>2 009</u>
Subventions et contributions	
- Ventes de blé à crédit	16 589
- Versements à la Commission canadienne du blé pour couvrir les frais encourus pour les réserves de grains de provende	733
- Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	2 710
- Programme de stabilisation des céréales de l'Ouest	119 416
- Aide à l'industrie canadienne de transformation du colza	3 000
- Déficit du groupe de l'avoine	1 828
- Divers	<u>3 270</u>
	<u>147 546</u>
	<u>149 555</u>
Total du Ministère	<u><u>630 460</u></u>

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

État des recettes
pour l'année financière terminée le 31 mars 1981

	\$ (000)
Rendement des investissements	
Intérêts sur les prêts consentis à la Société pour l'expansion des exportations	101 045
Intérêts sur les prêts consentis à la Banque fédérale de développement	94 504
Intérêts sur les prêts consentis à la Corporation commerciale canadienne	556
Intérêts sur les prêts consentis aux fabricants de produits d'automobile	186
Intérêts sur les prêts consentis à l'industrie pharmaceutique	17
Intérêts sur les prêts consentis à l'industrie de la chaussure et du tannage	20
Intérêts sur les prêts consentis dans le cadre du Programme d'expansion des entreprises	742
Divers	302
Recettes diverses	8 120
Remboursements de dépenses des années précédentes	9 759
Ajustement des années précédentes - Comptes payer à la fin de l'Exercise (CAPAFE)	2 515

HC
111
.A314
1980/81

Canada. Ministère de l'industrie et du
commerce.

Title/Titre	Rapport annuel. 1980/81		
Date	Borrower Emprunteur	Room Pièce	Telephone Téléphone
20-9-82	Michelle Brunet	27	5-8356



INDUSTRY CANADA/INDUSTRIE CANADA



134446

